

n° 739 — 4 F

du 28 avril au 4 mai 1977

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**

# tribune socialiste

dossier :  
le PSU se prononce...



Directeurs politiques :  
Christian Guerche — Alain Tlemcen

Rédacteur en chef :  
José Sanchez

Rubriques :

- OÙ va la France ? Léo Golberg,
- Injustice : Michel Etienne
- Briser la chaîne : Jean-Yves Sparfel
- Luttes en classes : Stéphan Lyllan
- Les choses de la ville : Jean-François Thoraval
- Pourtant, elle tourne : Bernard Ravenel
- Les exclus de l'intérieur : Dominique Lambert, Michel Camouis
- Garde-à-vous-même : Georges Yverres
- Les armes de la critique : Marion Lay
- C'est aussi politique : Michel Acidant

Collaborateurs permanents :

G. Akoun - Y. Craipeau - C. Deslhiat - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Jullien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - M. Najman - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan -

Dessinateurs :

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

Maquette :

Max Pagis

Collaboration technique :

J.-L. Craipeau

Secrétariat - Documentation :

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

Promotion :

S. Ros - H. Le Toquin

Dir. publ. : H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

Rédaction : 566-45-64

Administration et publicité :

566-45-37

Commission paritaire : 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

Photocomposition :

Informatic Press. Tél. : 254-71-18,

Saint-Ouen.

Abonnement : 130 F pour un an ; 70 F

pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout

changement d'adresse : joindre 3 F en

timbres et l'ancienne bande adresse.

### Où va la France ?

- Premier mai de sang et de muguet... C. Berger P. 4-5  
 Les 35 heures ? on les aura ! B. Billaudot P. 6  
 D'octobre 17 à Mai 68 : vie, mort et renaissance de l'autogestion. Y. Craipeau P. 7

### Briser la chaîne

- CGT-CFDT Hacuitex : notre avenir devra nous appartenir. Y. Sparfel P. 8  
 Secteur public : le durcissement. P. Régnier P. 8-9  
 Koenigsmaker : portes ouvertes sur le contrôle ouvrier. Marielle-Metz P. 9  
 Droit à la paresse ! P. 10

### Notre dossier

#### Le PSU se prononce...

- Après la réunion de la Direction politique nationale (23-24 avril) : P. 11-14  
 Pour la victoire, le rassemblement des autogestionnaires  
 Pour l'unité, un débat largement ouvert

### Entre nous, pour vous

- Après la DPN P. 16

### Et pourtant elle tourne

- La cogestion à l'allemande : une mauvaise école. A. Chataignier P. 17  
 Portugal : la révolution en panne. De notre envoyé spécial B. Ravenel P. 18  
 Sommet franco-africain : l'avènement des « médians ». R. Lanarche P. 19

### La parole à...

- Claude Roy : « L'autogestion... fenêtre sur mon idéal ». propos recueillis par J. Sanchez et F. Gastellier P. 20-21

### Les armes de la critique

- Solitaires et solidaires : Kata et Anna dans « Adoption ». F. Gastellier P. 22  
 La télé. Points de vue. R. Lanarche P. 23

### La Fête du PSU

- La fête du PSU cette hantise. M. Martin P. 24



## Un instrument de formation ... Une source de débats

### Les cassettes du Centre Populaire de Formation Socialiste

Créé il y a deux ans à l'initiative du PSU, le Centre Populaire de Formation Socialiste a édité quatre séries de cassettes (marxisme et philosophie, analyse marxiste de l'économie, histoire du mouvement ouvrier, critique des pratiques sociales). Ces cassettes abordent l'essentiel des problèmes théoriques auxquels le marxisme est actuellement confronté. Elles s'adressent, tout comme l'ensemble des activités du Centre (qui prépare actuellement son programme pour 77/78), à tous ceux qui éprouvent le besoin d'une réflexion approfondie, placée sous le signe du marxisme et orientée vers le combat pour l'autogestion socialiste. Chaque cassette dure 1 heure et demie, dont une demi-heure de débats. Et chaque cassette comporte le plan de l'exposé et une bibliographie. Tant pour une écoute individuelle que pour l'organisation de séances de formation collectives, ces cassettes constituent un outil nouveau et important. La liste des cassettes éditées est publiée ci-après, et n'oubliez pas de remplir avec soin le bon ci-après.

#### CASSETTES

Cycle : MARXISME ET PHILOSOPHIE (série A)	
J.-M. Demaldent : Marx et Hegel (2 cassettes) .....	A 1 et A 2
V. Leduc : le matérialisme de Marx (2 cassettes) .....	A 3 et A 4
K. Radjavi : la dialectique dans l'Histoire .....	A 5
K. Radjavi : la dialectique dans la nature .....	A 6
V. Leduc : marxisme et conscience de classe .....	A 7
B. Fraenkel : marxisme, psychanalyse et antipsychanalyse .....	A 8
J.-M. Demaldent : marxisme et positivisme .....	A 9
J.-M. Demaldent : marxisme et philosophie .....	A 10
V. Leduc : marxisme, aliénation, autogestion .....	A 11

#### Cycle : ANALYSE MARXISTE DE L'ECONOMIE (série B)

B. Billaudot : les fondements de l'exploitation capitaliste (3 cassettes) .....	B 1, B 2, B 3
B. Billaudot : les conditions historiques de la reproduction du capital (2 cassettes) .....	B 4, B 5
P. Naville : le rôle économique de l'Etat .....	B 6
M. Etienne : l'inflation et la crise du système monétaire international .....	B 7
H. Prévot : les multinationales et la stratégie du capital .....	B 8

P. Naville : le Comecon et l'économie mondiale .....	B 9
P. Jalée : Tiers-Monde et matière première .....	B 10
P. Naville : l'économie capitaliste française dans le capitalisme international .....	B 11

Nous publierons dans le prochain numéro la liste des cassettes des cycles C et D : Histoire du mouvement ouvrier et Critique des pratiques sociales.

#### BON DE COMMANDES DE CASSETTES

Les cassettes sont vendues au prix unitaire de 27 francs.

MAIS LES COMMANDES GROUPEES REVIENNENT MOINS CHER :

6 CASSETTES : 130 francs

12 CASSETTES : 240 francs

POUR EVITER TOUTE ERREUR, IL EST NECESSAIRE DE PRECISER AVEC SOIN LA

SERIE (A ou B) et le numéro des cassettes demandées (cf. liste ci-après).

Adressez vos commandes au CPFS. Simone Ruel, 9, rue Borromée, 75015 PARIS. LIBELLEZ VOS CHEQUES A L'ORDRE DE CENTRE POPULAIRE DE FORMATION SOCIALISTE, CCP 15 307-39 C Paris.

NOM ..... PRENOM ..... ADRESSE .....

COMMANDE ..... Cassettes (indiquer le nombre)  
dont les numéros suivent :

série A. numéros .....

série B. numéros .....



### 1<sup>er</sup> mai : les soldats aussi

Malgré la répression systématique qui s'exerce dans les casernes (plus de 50 soldats actuellement emprisonnés, dont plusieurs appelés de Bourg-St-Maurice) le mouvement des soldats se renforce, les comités se multiplient, et se coordonnent, comme en témoigne la récente conférence de presse de 12 comités de soldats de la région Rhône-Alpes.

Des liens multiples se sont noués entre le mouvement des soldats et le mouvement ouvrier et démocratique. Ces liens reposent sur de réelles convergences :

- sous l'uniforme, les soldats restent des travailleurs. Ils rencontrent des problèmes de conditions de vie, de travail, et de rémunération. Tout comme les autres travailleurs, les soldats ont été durement frappés par le plan d'austérité ;

- c'est communément que soldats et travailleurs en lutte se heurtent à l'accroissement de la répression ;

- parce que seule l'obtention des droits démocratiques pour les soldats peut empêcher que l'armée soit utilisée contre les travailleurs ;

- parce que le soutien des travailleurs est indispensable au renforcement du mouvement des soldats.

La Coordination régionale Rhône-Alpes des comités de soldats, tout comme la coordination sud-ouest de nombreux comités déjà, appelle le mouvement des soldats à participer massivement aux cortèges Ouvriers du 1<sup>er</sup> mai, et à y affirmer ses revendications avec tous les travailleurs.

Coordination Rhône-Alpes  
des comités de soldats ■

## éditorial

## le dernier couac

**C**ONSTERNANT : l'Etat va dépenser, au titre de l'emploi, mille francs de plus par chômeur d'ici un an. Le programme supplémentaire d'équipements publics ne compense même pas les volumes de travaux que l'augmentation des prix a amputé des prévisions initiales.

Révoltant : la conception du travailleur qu'expriment deux mesures, la prime de retour au pays natal pour l'immigré chômeur, la transformation de la fonction publique en officine de travail temporaire.

Humiliant : le catalogue de recettes de poche visant — malgré les affirmations — à épargner le patronat, le recours au financement par une Sécurité sociale dont on agite par ailleurs le déficit, le cortège des plus traditionnelles mesures démagogiques à visée électorale.

Le courage politique ne se mesure pas à la véhémence des discours, mais à l'audace des actes. Il est clair que c'est moralement désarmé que le gouvernement attaque son dernier parcours jusqu'aux élections.

**E**T les travailleurs ? Comment abordent-ils cette période étrange où, tandis qu'autour d'eux s'est constituée une majorité politique, leurs adversaires prétendent encore imposer et le calendrier et les décisions ? C'est le moment, en ce 1<sup>er</sup> mai, d'y voir plus clair.

Depuis les élections municipales, le durcissement de la lutte de classe est sensible. Il l'est des deux côtés. Du côté des travailleurs qui ont beaucoup plus confiance en leur force. Mais aussi du côté du patronat qui a tiré, lui aussi, les leçons des élections municipales, et qui estime n'avoir plus rien à perdre en durcissant sa position sur les salaires, en cessant d'investir et en continuant à licencier. Du même coup, les conflits éclatent en plus grand nombre, plus offensifs mais au moins aussi durs que précédemment. Or, s'il est important que les luttes se développent, il l'est autant qu'elles ne virent pas au « pourrissement ». « Ça montrera la nécessité du changement politique de 1978 » dira-t-on. Mais ce changement politique ne serait guère aidé par un climat d'échec et de désenchantement.

La semaine dernière, sur l'Esplanade des Invalides, après les discours, les travailleurs de la sidérurgie se demandaient ce qu'ils allaient faire maintenant. Certains avaient défilé avec le mot d'ordre d'« occupation », d'autres avec le mot d'ordre de « nationalisation ». Mais occuper combien de temps ? Attendre la nationalisation jusqu'à quand ? Et, d'ici là, qu'advient-il de l'emploi ? Ces deux mots d'ordre — parfaitement justes par eux-mêmes —, ne peuvent prendre corps dans une lutte assurant la mobilisation réelle des

travailleurs que si, par leur contenu, ils leurs permettent d'agir dès maintenant sur tout ce qui — de l'organisation des trusts à celle du travail —, détermine la politique de productivité à outrance contre l'emploi : le type de production, la structuration de la branche, la grille hiérarchique, les cadences, le travail posté, etc.

Ne pas associer, par exemple, la nationalisation à un ensemble d'objectifs portant sur ces questions, c'est la rendre abstraite pour les travailleurs, ne pas en faire un thème mobilisateur pour aujourd'hui, et par conséquent désarmer ceux qui ont à lutter. A travers cet exemple, on voit combien sont désormais intimement liées les plates-formes politiques pour l'« après 78 » et les chances d'une bataille efficace dans l'« avant 78 ».

**I**L y a fort à faire pour y parvenir. Mais les moyens existent. C'est à leur mise en œuvre que le PSU entend se consacrer.

Tout d'abord, dans chacun des domaines où ce problème se pose (et ce n'est pas que dans les entreprises), des militants politiques, syndicaux, d'associations spécialisées, de groupes écologiques, ont forgé au cours des dernières années et dans l'action un ensemble de propositions, de mots d'ordre, d'expériences qui ont montré la nécessité et la possibilité de vivre, produire et travailler autrement. C'est avec eux et autour de ces thèmes que doivent prendre forme un programme et une force autogestionnaire.

**U**NE telle force est indispensable pour elle-même, mais aussi pour renforcer, élargir, dynamiser le combat unitaire. De même qu'en 1978, les autogestionnaires devront être présents aux élections, tant pour s'affirmer que pour peser de tout leur poids pour réaliser la majorité populaire, de même il est de leur responsabilité aujourd'hui d'ouvrir avec toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire la discussion sur les objectifs et les moyens de l'action d'aujourd'hui et des transformations de demain. Parce que cela est nécessaire pour faire entendre les thèmes autogestionnaires ; mais aussi parce que les travailleurs seraient peu encouragés si on leur offrait, pour toute perspective nouvelle, la seule mise à jour des chiffres du Programme commun.

A la grisaille post-électorale du gouvernement, nous ne répondrons pas par de timides demi-teintes préélectorales.

Michel MOUSEL ■

## humeur : ceux qui machinalement...

Ceux qui manifestement, ceux qui pieusement, ceux qui machinalement, ceux qui en se défilant

Ceux qui communément, ceux qui programmement, ceux qui en defférant, ceux qui unitairement et bêtement

Ceux qui habituellement, ceux qui traditionnellement, ceux qui Bastillement et Républicainement

Ceux qui patiemment, ceux qui patiemment, ceux qui patiemment, ceux qui patiemment

Ceux qui depuis si longtemps qu'ils ont oublié

Ceux qui si gentiment qu'ils ont oublié

Ceux qui sciemment...

Ceux qui par la force des choses, ceux qui par la faiblesse des choses, ceux qui politiquant, ceux qui politicaillant, ceux qui se taisant en parlant, ceux qui serpent de mer en Mai

Ceux qui ne se mettent plus marteau en tête, maintenant

Ceux qui remplacent la Carmagnole par le muguet ou la rose

Ceux qui languissant, ceux qui se traînant, ceux qui posément, ceux qui tristement-gaiement, ceux qui au commandement

Ceux qui pas de provocation, ceux qui universellement, ceux qui anciennement, ceux qui consciencieusement, ceux qui responsablement, ceux qui au nom de

Ceux qui éternellement, sempiternellement, systématiquement, opportunément, répétant et rabâchant

Ceux qui prennent leurs réalités pour des désirs des autres

Ceux qui camaradement, ceux qui virilement, ceux qui valeureusement, ceux qui mâlement, ceux qui famillement et normément, ceux qui censurément et mortellement

Ceux qui humanitairement, ceux qui faute de mieux, ceux qui posément, ceux qui confondant, ceux qui rougissant timidement

Ceux qui faute de pire

Ceux qui au nom du Père, du Fils, du Saint-Esprit et du Pourquoi-pas, ceux qui de tout bois, ceux qui réfléchissent comme la lumière, ceux qui Pérenœlement, ceux qui à Pâques ou à la Trinité

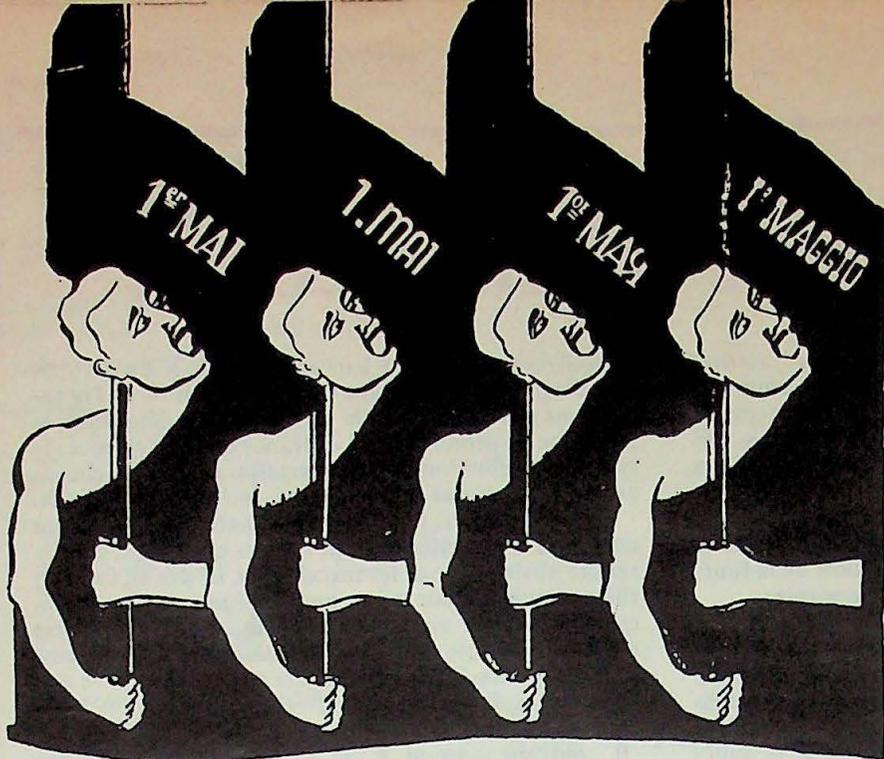
Ceux pour qui la rose, n'a point perdu cette vesprée, sa robe de pourpre au soleil

Ceux qui continuellement mais changement, ceux qui révisant et nationalisement et rassurant

Devront rapidement, joyeusement, enthousiasmement, lucidement, imaginativement, merveilleusement, incroyablement, libérant, explosant, jaillissant, surprenant, énergiquement, déroutant, politiquement, instinctivement

Inventer le défilement, car il ne reste même pas un an.

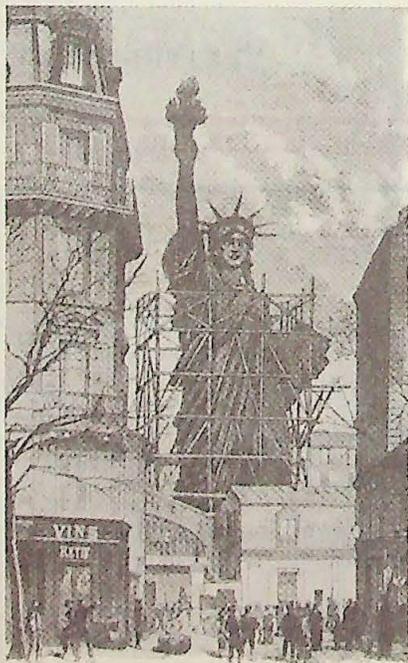
C.-M. VADROT ■



# premier de sang et

« Il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que, dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois, le même jour convenu, les travailleurs mettent les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement à 8 heures la journée de travail... Attendu qu'une semblable manifestation a été déjà décidée pour le 1<sup>er</sup> mai 1890 par l'American Federation of Labor dans son congrès de décembre 1888 tenu à Saint-Louis, cette date est adoptée pour la manifestation internationale. » Tel est « l'acte de naissance » du premier mai.

Dès 1886, le premier congrès de la première Internationale, revendique la réduction de la journée de travail à 8 heures est adoptée. Elle est dès lors mise en avant par les organisations ouvrières. Entre 1848 et 1870, la « vieille » revendication de la journée de 10 heures avait parfois abouti. Et les progrès techniques réalisés en quelques dizaines d'années ne faisaient pas de la revendication des 8 heures la proposition irréaliste et prématurée que l'on prétendait.



Le mouvement en faveur de la journée de 8 heures part des Etats-Unis : le 1<sup>er</sup> mai 1886 (le 1<sup>er</sup> mai est, dans l'Est américain, le jour du renouvellement des contrats) se déroulent grèves et manifestations sur le thème des 3x8 : « 8 heures de travail, 8 heures de repos, 8 heures d'éducation. » Si quelques entreprises accordent 8 heures sans réduction de salaires, la répression est violente. Police, détectives, « jaunes », sont utilisés par les patrons ; mises à pieds,

lock-outs, licenciements se multiplient ; à Chicago, on pend quatre organisateurs d'une manifestation où deux policiers ont été tués par une bombe jetée par un inconnu.

Quelques années plus tard, le premier mai devient une journée internationale des travailleurs. Une journée qu'au départ, d'ailleurs, ses organisateurs ne pensent pas renouveler annuellement. Une journée qui, on l'oublie trop souvent, est illégale jusqu'en 1947/48.

« Le prolétariat européen et américain passe la revue de ses forces militantes mobilisées, et c'est la mobilisation d'une armée unique qui marche sous un drapeau unique ». En écrivant ceci le 1<sup>er</sup> mai 1890, Engels résume la nature de ce « premier » premier mai : mobilisation visant à créer un rapport de forces favorable au travailleur, de dimension internationale, réunissant l'ensemble des forces ouvrières, syndicales et politiques.

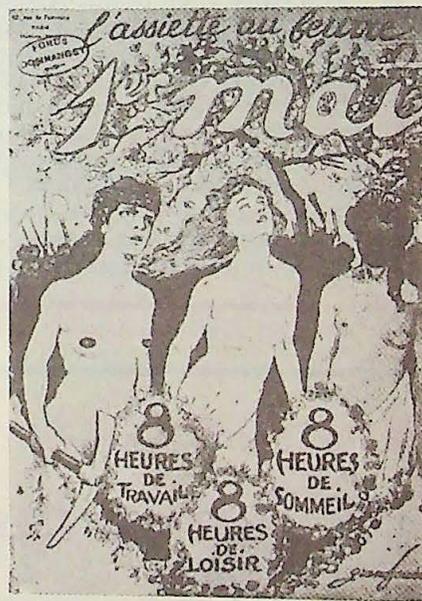
La peur de la bourgeoisie sera d'ailleurs à la mesure de l'ampleur de la mobilisation. Au point que naît chez certains leaders ouvriers, et non des moindres, l'idée étonnante que la répétition des premier mai viendra à bout de la domination bourgeoise : « il n'est pas de régime qui puisse résister à ces rendez-vous annuellement donnés aux mécontentements et aux aspirations d'un prolétariat de plus en plus conscient » prédit Jules Guesde en 1892. Le premier mai 1891 est violemment réprimé. La sanglante fusillade de Fourmies, a un retentissement considérable. La journée du premier mai se charge de symboles et prend sa place dans la mentalité collective de la classe ouvrière.

Les faits vont démentir pourtant ceux qui, comme Guesde, voyaient dans la succession des « premier mai » une progression inexorable vers la défaite de la bourgeoisie. Les années 1893 à 1904 sont marquées par leur net déclin : l'influence croissante des organisations ouvrières favorisent d'autres moyens d'action ; et les positions legalistes qui se développent au sein de ces organisations n'encouragent pas les « premier mai » flamboyants. Déclin du premier mai donc, mais non pas pause sociale ! Les luttes pour les huit heures, auxquelles s'ajoutent des revendications salariales, se multiplient pendant la soi-disant « Belle Epoque ». Et les 1<sup>er</sup> mai de 1905 et 1906 s'en trouvent revigorés.

## la bataille des 8 heures en France

« A partir du 1<sup>er</sup> mai 1906, nous ne ferons plus que 8 heures par jour » : dès 1904, c'est l'objectif fixé par la

CGT. En 1905, il flotte en slogan de calicot rouge sur la façade de l'immeuble parisien de la centrale, place de la République. La police veut le faire enlever, mais la revendication est plus que jamais ancrée dans la classe ouvrière. Dans quelques endroits, elle commence d'ailleurs à porter ses fruits. Les « 3x8 », qui sont maintenant « 8 heures de travail,



anarcho-syndicaliste des 8 heures par l'action directe. En avril 1906, Edouard Vaillant dépose un projet à la Chambre pour les 8 heures. La mobilisation dans les mois et les semaines qui précèdent le premier mai, s'accroît. Ainsi que la peur de la bourgeoisie et ses préparatifs pour liquider le mouvement : Clemenceau entretient une atmosphère de panique ; à Paris, le premier mai, il y a des arrestations, des blessés, peut-être deux morts. Ce premier mai de grève massive et de manifestations, le plus important depuis 1890, et les actions qui l'ont précédé et suivi, aboutissent au vote de la loi de juillet 1906 instituant le repos hebdomadaire.

Dans quelques cas, la journée de 8 heures sera obtenue. Dans beaucoup d'autres la journée de travail sera diminuée. Mais les patrons eux aussi commencent à s'organiser : le 16 mai, dix-sept chambres patronales de l'automobile et de la mécanique s'allient contre les revendications ouvrières. A la CGT, ressuscite l'illusion que les « premier mai à répétition » viendront à bout du système. De 1907 à 1914, « nouvelles années ternes » pour le 1<sup>er</sup> mai note Maurice Dommanget : « pas d'élan, pas d'éclat

8 heures de sommeil, 8 heures de loisir » s'imposent particulièrement à cette époque de fort chômage. C'est aussi l'époque où la CGT se développe sur la base du syndicalisme révolutionnaire, celle où elle abandonne sa méfiance passée vis-à-vis des grèves partielles ; c'est enfin le temps de l'unification du mouvement socialiste, qui, en avril 1905, écarte ceux qui acceptent la collaboration avec des forces bourgeoises. Dès le 1<sup>er</sup> mai 1905 la mobilisation est importante. Des manifestations sans précédent ont lieu. Aux « huit heures » s'ajoute une autre revendication, de même nature : celle du repos hebdomadaire pour tous les travailleurs. Un premier mai qui est considéré comme un prélude... au premier mai suivant.



# mai : de muguet...

1<sup>er</sup> mai, en dépit des efforts de tous ceux qu'inquiète ou réveille l'expression des travailleurs, est resté la journée de ces derniers. Et son importance, son dynamisme ou au contraire parfois ses langueurs reflètent souvent la combativité des travailleurs et leurs espoirs : « Il laisse des assises si fortement ancrées dans la conscience populaire, il porte en lui un si haut souvenir et un espoir si tenace qu'il conserve, malgré tout, sa raison d'être », écrivait en 1972 Maurice Dommanget dans sa remarquable « Histoire du 1<sup>er</sup> mai » (1).

du côté ouvrier ». Et en 1914, la CGT rejoint l'essentiel des socialistes dans « l'union sacrée. »

## 1<sup>er</sup> mai de l'entre-deux-guerres

Les premier mai 1919 et 1920 seront durs. La paix permet à nouveau l'expression des travailleurs. Par peur — la révolution russe est toute fraîche —, l'Assemblée vote en France la journée de 8 heures en avril 1919. La mobilisation populaire n'en est pas affectée pour autant. Le 1<sup>er</sup> mai 1919, dans un pays encore en état de siège, grèves et manifestations sont massives et sanglantes : la police tue deux manifestants, en blesse 428 à Paris ; d'autres sont traduits devant les conseils de guerre. Le 1<sup>er</sup> mai 1920 sera encore plus fort que celui de 1919. Mais quels débouchés à cette flambée ? Le mouvement socialiste se divise : le congrès de Tours suit d'un peu plus de six mois le 1<sup>er</sup> mai 1920. Les cheminots, en grève à partir du 1<sup>er</sup> mai, reprennent le travail le 28 mai sans avoir rien obtenu ; 18 000 sont licenciés. Le gouvernement menace la CGT de dis-

solution. La scission syndicale suit de quelques mois la scission de la SFIO.

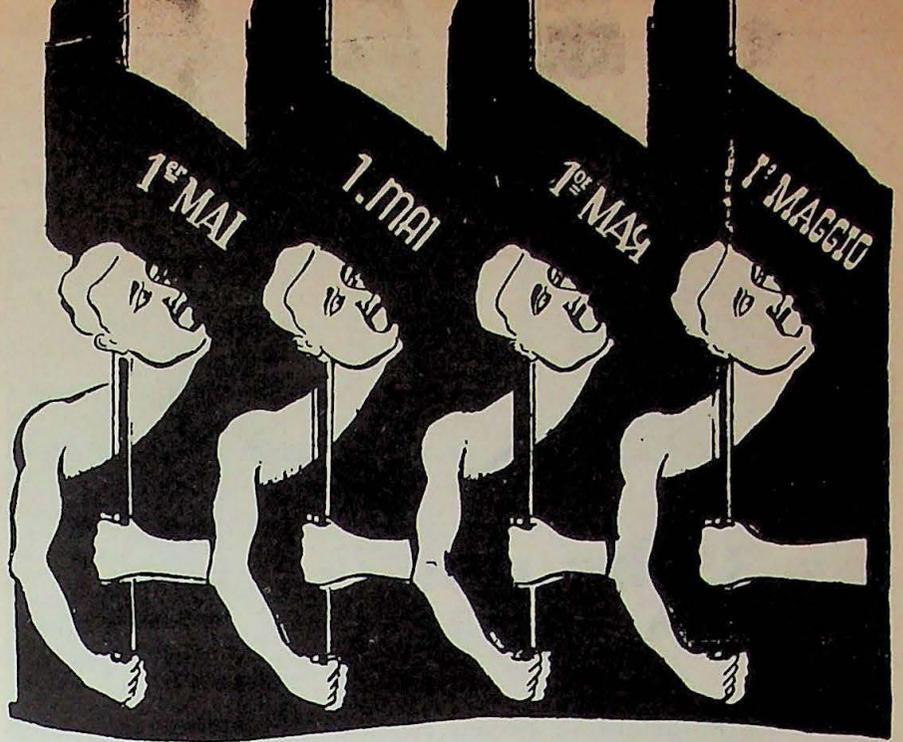
Il faudra attendre le 1<sup>er</sup> mai 1936 pour retrouver une mobilisation importante, précédée d'un « réveil » que suscitent, à partir de 1934, les effets de la « grande dépression », et la montée du fascisme. L'unité d'action s'impose peu à peu : dès le 1<sup>er</sup> mai 1935, des meetings communs ont eu lieu dans plus de 60 villes ; le Front populaire s'amorce. C'est entre les deux tours de scrutin des législatives de 1936 que s'inscrit le premier mai, un premier mai de renouveau et dont les conséquences sur le mouvement de grèves qui se développe par la suite sont réelles. Le 1<sup>er</sup> mai 1937, quant à lui, sera le premier qui se déroulera sans entrave policière ; les fonctionnaires pourront également y participer.

L'échec du Front populaire, la menace grandissante du fascisme et l'attitude qu'adoptent face à cette menace les forces ouvrières font des premier mai de 1938 et 1939 des 1<sup>ers</sup> mai « d'union sacrée ». Témoin, cette décision de la CGT qui « estime qu'exceptionnellement la journée du 1<sup>er</sup> mai n'entraînera pas obligatoirement cette année (1939) la cessation du travail. Des orateurs seront mis à la disposition des unions départementales pour assurer de grands meetings qui pourront se tenir le samedi 29, le dimanche 30 avril et le lundi 1<sup>er</sup> mai. »

## premier mai pétainiste

Vient la guerre. L'histoire du premier mai échappe jusqu'en 1945 à la classe ouvrière. Pour briser le mouvement ouvrier, Vichy instaure par la loi du 12 avril 1941 un premier mai à la mode hitlérienne ou franquiste : un premier mai de « fête du travail et de la concorde sociale », premier mai à la gloire de l'« ordre nouveau » et du Maréchal Pétain : la Saint-Philippe se fête — oh, hasard ! le 1<sup>er</sup> mai ! Depuis 1945...

1945 : le gouvernement provisoire présidé par de Gaulle avec communistes et socialistes est en place. La CGT annonce 5 millions d'adhérents, participe au Conseil national de la Résistance et préconise « un 1<sup>er</sup> mai



chômé » la guerre n'est pas finie ; « produire d'abord, revendiquer ensuite ». Les syndiqués protestent ; la CGT revient sur sa position : le 1<sup>er</sup> mai 1945 sera bien chômé. Qui plus est, il donne lieu à « une grande journée de manifestations républicaines et antifascistes contre les trusts et leurs agents » : le cortège parisien regroupe près d'un million et demi de personnes ; on manifeste dans toutes les villes de province. Mais ce « 1<sup>er</sup> mai de la Libération », et plus encore le 1<sup>er</sup> mai de 1946, ressemblent fortement, de par la décision des organisations syndicales et politiques, au 1<sup>er</sup> mai 1937 : un ample mouvement, mais dont les limites sont évidentes. En 1946, le 1<sup>er</sup> mai sert de support publicitaire pour le référendum sur le projet de Constitution auquel la CGT apporte son soutien.

1947 : le premier mai est légalisé.



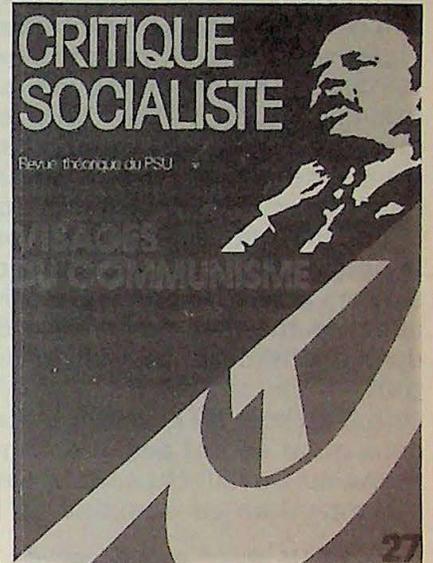
La loi précise : « dans les administrations publiques et services publics, ainsi que dans les entreprises privées, de quelque nature qu'elles soient, la journée du 1<sup>er</sup> mai sera chômée ». Ce texte est modifié en 1948. Mais, le calendrier ment : il n'y a pas officiellement dans ces textes de « fête du travail » en France.

Au début du siècle, chômer le premier mai, c'était souvent perdre son emploi le lendemain. La légalisation du 1<sup>er</sup> mai lui a fait perdre ses traits d'héroïsme. Mais sa physionomie reste chaque année, significative de la « température » politique et syndicale du pays : ce n'est pas un hasard si, l'an dernier, on évoquait 36...

Christian BERGER ■

(1) M. Dommanget, Histoire du 1<sup>er</sup> mai, éditions Tête de feuilles, 1972, qui a servi de base à tout cet article.

vient de paraître :



A ce sommaire :

- Léonid Pliouchtch au congrès du PSU ..... 7
- Les perspectives dans les pays de l'Est ..... 11  
Jiri Pelikan
- La Hongrie post-révolutionnaire ..... 28  
Janos Kovacs

Tchécoslovaquie

- Le second Printemps de Prague ..... 37  
Vladimir-Claude Fisera
- Lettre ouverte aux communistes et socialistes d'Europe  
Zdenek Mlynar ..... 45
- Le Manifeste de la Charte 77 ..... 55

Pologne

- Contre la répression anti-ouvrière ..... 61  
Karol Modzelewski

RDA et RFA

- L'affaire Biermann ..... 75  
Robert Havemann, Wolf Biermann
- Interdictions professionnelles ..... 83
- Avant la conférence de Belgrade ..... 86  
Milorad Pesic - Bernard Ravenel
- La naissance de l'eurocommunisme ..... 97  
Victor Fay
- Impérialisme, tiers monde et antagonismes de classes ... 107  
Pierre Jalée

Critique socialiste, revue théorique du PSU, n° 27, janvier-mars 1977, 15 F. Commandes et abonnements : éditions Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS CCP : 19 706 28. Abonnement : France 60 F pour 5 numéros ; étranger 70 F pour 6 numéros.

## les 35 heures ? on les aura !

1848 : on travaillera 12 heures par jour « seulement » dans les usines de plus de vingt ouvriers. 1905 : les mineurs obtiennent les 8 heures. 1906 : le repos hebdomadaire devient obligatoire. 1936 : les grèves arrachent la semaine de 40 heures et les congés payés... La bataille pour la réduction de la durée du travail salarié est au cœur de l'histoire du mouvement ouvrier. Des victoires difficiles, toujours remises en causes : la loi du 9 septembre 1848 est bafouée ; la semaine effective de 45 heures prévaut jusqu'en 1969 ; et si les travailleurs, après la guerre, grignotent sur la durée annuelle du travail en conquérant la troisième, puis la quatrième semaine de congés payés, la pratique des heures supplémentaires, qui arrondit les salaires et stimule la consommation, fait les choux gras du capital. Après mai 68, le pouvoir ébranlé doit, cependant, lâcher du lest ; la « mensuralisation » aidant, la durée effective du travail tombe à 43 heures — avec de grosses disparités : 60 heures n'ont rien d'exorbitant dans le bâtiment. Vient la « crise » : patronat et pouvoirs publics, tout au souci d'étoffer l'armée de réserve et à jouer des divisions, au sein du monde ouvrier, entre ceux qui ont du boulot et ceux qui n'en ont pas, n'entendent plus rien céder en matière de durée du travail. Un succès électoral de la gauche en 1978, permettra-t-il en ce domaine un nouveau bond en avant ?

Réduire la durée quotidienne du travail salarié, c'est selon nous prioritaire.

● Prioritaire parce que fondamentale « anticapitaliste » : plus long est le temps travaillé, plus grosse est la plus-value encaissée par le capital. Négocier des hausses de salaires en contrepartie d'une identique durée du travail, c'est faire le jeu de l'idéologie productiviste, celui de la consommation marchande. Ce que veulent les travailleurs : abaisser le temps passé à « bosser » à mesure que s'élève la productivité sociale du travail.

● Prioritaire aussi parce que c'est la condition sans laquelle la lutte des femmes — lutte pour un partage du travail domestique (aujourd'hui refusé au nom de fatigues subies par l'homme en dehors du foyer), lutte pour le développement de formes de prise en charge des enfants dépassant le cadre familial, lutte pour le droit à l'emploi — n'a pas de débouché si la durée du travail n'est pas réduite.

● Prioritaire toujours parce que c'est répondre à la revendication « un emploi pour tous ». Une réduction sensible de la durée du travail permettra de répartir les tâches — industrielles, tertiaires... — entre un nombre accru de travailleurs. Cette forme de création d'emplois paraît essentielle dans l'actuelle période de chômage. Encore faut-il éviter toute baisse sensible de la production. Comment ?

— En passant de quatre à cinq équipes dans les entreprises où le travail s'effectue « en continu » : ce passage doit s'accompagner, dans un premier temps, du refus des horaires tournants ; l'objectif à terme ? Supprimer le travail de nuit.

— En renforçant les équipes de travail — dans les ateliers, les bureaux,

aux guichets — tout en réduisant l'intensité du travail.

— En instituant la formule des deux équipes (7 h-13 h et 13 h-19 h) ce qui permet, du même coup, de rejeter la fausse solution du travail à temps partiel.

● Prioritaire enfin parce que c'est la condition d'une extension des responsabilités et des libertés des travailleurs : le développement de toutes les formes de contrôle ouvrier et populaire, l'essor d'une formation permanente généralisée, l'ouverture de champs de loisirs, de libre création individuelle et collective, passent par une réduction du temps passé au travail.

Toutes ces raisons conduisent à donner la priorité à la réduction de la durée journalière du travail. Pour que soient possibles les solutions permettant d'élever l'emploi en même temps, cette réduction doit être sensible, générale et acquise d'un coup : les 35 ou les 36 heures de travail hebdomadaire s'imposent.

si la gauche veut... et si elle peut

Encore devons-nous prendre la mesure des problèmes que rencontreront les travailleurs pour l'obtenir rapidement.

● Les patrons d'abord ne manqueront pas d'arguer de l'accroissement de leurs charges — puisque toute réduction de la durée du travail s'entend à salaire égal —, de l'élévation des prix de revient, de leurs difficultés à tenir tête à la concurrence étrangère, de leur impuissance à financer les investissements. C'est-à-dire qu'on n'obtiendra pas ces fameux « 35 heures » sans une vaste lutte sociale largement unifiée !



● Le gouvernement de gauche interviendra de manière décisive. Le Programme commun prévoit l'application immédiate de la semaine de 40 heures avec maintien intégral du salaire ; aujourd'hui François Mitterrand propose à Georges Marchais, — dans le cadre des discussions ouvertes pour l'actualisation du Programme commun — de retenir l'instauration progressive de la semaine de 36 heures. Proposition importante ! Les travailleurs peuvent donc normalement compter sur une convergence de leurs luttes et de l'action gouvernementale.

Mais PCF et PS ne seront-ils pas amenés à freiner le mouvement ? Comment le programme de la gauche prévoit-il d'empêcher que la hausse des prix de revient ne soit répercutée dans les prix de vente selon un mécanisme qui engendre inflation et déficit du commerce extérieur ? Comment envisage-t-il de prélever sur d'autres

catégories sociales ce qui sera ainsi donné aux travailleurs — car il n'est pas concevable, en ces temps de récession, de financer l'abaissement de la durée du travail avec la simple redistribution d'un surplus lié à une croissance rapide.

Poser ces questions, c'est poser le problème de la lutte antihiérarchique par l'écrasement des hauts revenus, celui du contrôle des dépenses improductives et des faux frais dans les entreprises, celui des moyens à se donner pour s'opposer à la grève de l'investissement. C'est poser en somme la question du contrôle des travailleurs et des contraintes du type d'alliances choisies par les partenaires du Programme commun : l'alliance « antimonopoliste » du PCF, le vaste front de classes du PS risquent de s'opposer à la mise en œuvre des moyens sans lesquels les 35 heures resteront une utopie.

Bernard BILLAUDOT ■

# ARVEL

## DECOUVERTE DE L'ALGERIE

Juillet et août

### 3 voyages animés par un permanent de l'UGTA

Programme complet sur demande à :

ARVEL 12, bd des Brotteaux, 69006 LYON  
Tél. : (78) 52-56-48

# d'octobre 17 à mai 68 : vie, mort et renaissance de l'autogestion

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » : telle était la devise de la première Internationale. En 1917, Lénine écrivait dans *l'Etat et la révolution* que le pouvoir devait être exercé par les travailleurs et les ménagères — et que ce serait là le premier pas vers le dépérissement de l'Etat.

Quand, dans l'immense Russie économiquement arriérée, le pouvoir passa en octobre aux conseils ouvriers et paysans — les soviets — un immense espoir souleva les travailleurs européens. Malheureusement, la révolution ne gagna aucun pays industrialisé de l'Europe. Quand l'incendie révolutionnaire reprit sa marche, ce fut en Europe orientale, en Asie, en Afrique, à Cuba. Le système capitaliste mondial ne craquait pas dans les pays industrialisés, mais toujours dans des pays économiquement retardataires où l'introduction du marché capitaliste faisait éclater les contradictions des sociétés pré-capitalistes.

## après les soviets la chappe de plomb du capitalisme d'Etat

Dans tous ces pays, l'industrialisation nécessaire à la survie était impossible sans de lourds sacrifices imposés aux ouvriers et aux paysans. C'est pourquoi elle n'a pas été l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, mais celle d'un appareil politique qui s'exprimait en leur nom : l'appareil du parti, la bureaucratie de l'Etat.

En Russie même, où la guerre civile

politique, l'information, la propagande, la formation, l'idéologie, la force armée. Elle appelait « dictature du prolétariat » un régime où le prolétariat était privé de tout contrôle, de toute expression, de tout droit. Elle poursuivait bientôt ses propres objectifs, sacrifiant les besoins élémentaires des masses au développement forcené de l'industrie lourde, base de son propre pouvoir. Dix ans après la révolution d'Octobre, elle restaurait toutes les valeurs de la bourgeoisie, nécessaires à l'exploitation de l'homme : la hiérarchie, l'inégalité nécessaire, l'ordre, les traditions de la famille et de la patrie... Staline instaurait le culte du chef et de l'Etat. Il assassinait par dizaines de milliers les anciens bolcheviks et jetait dans des camps de concentration des millions d'ouvriers et de paysans. Ainsi se développait une nouvelle société de capitalisme d'Etat aux antipodes de l'autogestion et du socialisme.

## le socialisme défiguré

Pendant plusieurs décennies, la doctrine socialiste fut défigurée. Les communistes de tous les pays, ignorant ou voulant ignorer l'évolution de l'URSS, la proposaient comme modèle. Pour eux, le socialisme signi-



1<sup>er</sup> mai à Madrid

exacerbait encore les tensions, le parti bolchevik substituait bientôt son pouvoir à celui des soviets et, pour diriger le pays, s'amalgamait à l'ancienne bureaucratie étatique. La nouvelle bureaucratie monopolisait bientôt tous les pouvoirs : l'économie, la

fiait le passage des moyens de production sous le contrôle de l'Etat, et le passage de l'Etat sous le contrôle du « parti dirigeant » de la classe ouvrière. De leur côté, les sociaux-démocrates s'occupaient à gérer la société capitaliste et à gouverner son



1<sup>er</sup> mai à Varsovie

Etat. Tout ce qu'ils demandaient aux travailleurs, c'était de voter pour leurs notables et de leur faire confiance pour leur concéder des avantages économiques. Tout le monde se réclamait du socialisme. Mais ce pseudo-socialisme, séparé de l'autogestion, ne visait qu'à utiliser la force des travailleurs ouvriers pour des intérêts qui leur étaient étrangers.

## à l'Est, rébellions pour l'autogestion

Pourtant le socialisme autogestionnaire n'était pas mort. Lorsqu'en 1948, le Parti communiste yougoslave rompt avec Moscou, il lui faut s'assurer le concours de la classe ouvrière : il s'engage dans la voie de l'autogestion (mais ce système, lié à la restauration du marché et limité aux entreprises, ne servira finalement que la technocratie). A partir de 1951 se succèdent des soulèvements ouvriers dans les pays dominés par l'URSS : à Berlin-Est, en Hongrie, en Pologne, en Tchécoslovaquie. Les révoltés, qu'appuient en général la majorité des communistes, ne cherchent pas à rétablir le capitalisme privé, mais à jeter bas le capitalisme d'Etat : ils réclament la liberté, l'indépendance et le pouvoir aux travailleurs. Ils s'organisent en conseils ouvriers. Ils exigent que les entreprises et la société tout entière soient gérées par les travailleurs. Chaque fois (presque toujours avec ses chars) la bureaucratie russe écrase la révolte. Mais elle ne met pas fin pour autant aux aspirations socialistes autogestionnaires.

## le souffle de mai 68

En même temps que se déroule la lutte des travailleurs tchèques pour « un socialisme à visage humain », un mouvement révolutionnaire d'un type nouveau fait son apparition dans les pays industrialisés. Il manifeste sa puissance en mai 1968 dans la France de De Gaulle. Sans l'appui des partis ouvriers traditionnels et contre eux, les étudiants et les jeunes ouvriers coupent les rues de barricades. Ils entraînent bientôt tout le mouvement ouvrier — partis et syndicats — dans la contestation du régime : dix millions de travailleurs entrent en grève.

Ce qui est nouveau, ce n'est pas seulement que les organisations traditionnelles aient perdu l'initiative, ni que la lutte ait pris un caractère insurrectionnel. Ce qui est nouveau, ce sont les aspirations qu'exprime le combat de mai 68 : le refus de l'autorité dans l'Etat et l'entreprise, l'école et la famille ; le refus des tabous (y

compris sexuels) ; l'aspiration à la liberté et à l'égalité pour les femmes, les jeunes et les hommes de toutes races ; l'aspiration à une vie libre et responsable ; l'aspiration à la démocratie directe. A Paris surtout, ces aspirations explosent dans tous les milieux. Les manifestations monstres se succèdent. Malgré son interdiction par la police, le meeting de Charléty rassemble 80 000 participants.

Le régime de De Gaulle chancelle. Certes, il réussit finalement à se maintenir. On connaît le mot qu'on prête au général : « en mai 68 je n'avais que deux alliés : l'armée et le Parti communiste. Et encore... l'armée n'était pas sûre ». Le PCF préférerait encore le maintien du régime à l'aventure d'un mouvement révolutionnaire dont il n'était pas sûr de garder le contrôle. Mais rien, en France, ne peut être semblable après cette tourmente. Il y a la France d'avant 68 et la France d'après 68.

Seuls des partis, le PSU avait soutenu le mouvement : aux élections de juin 68, alors que le PCF et le PS reculaient, il gagnait 350 000 voix. Des centrales syndicales, une seule en avait été solidaire : la CFDT, dont l'histoire n'était pas liée aux idéologies ouvrières traditionnelles. Le 16 mai, le bureau confédéral de la CFDT, publiait le communiqué suivant : « En se déclarant solidaire des manifestations étudiantes, la CFDT en a ressenti les motivations profondes.

Par leur action, les étudiants n'ont pas voulu seulement se préoccuper de considérations matérielles ou de leur avenir, mais remettre en cause d'une façon fondamentale les structures sclérosantes, étouffantes et de classes d'une société où ils ne peuvent exercer leurs responsabilités.

La lutte des étudiants pour la démocratisation de leurs universités est de même nature que celle des travailleurs pour la démocratie dans les entreprises. Les contraintes et les structures insupportables contre lesquelles les étudiants se révoltent existent parallèlement et souvent d'une façon encore plus intolérable, dans les usines, chantiers, services et administrations.

A la liberté dans les universités doit correspondre la même liberté dans les entreprises ; en cela le combat des étudiants rejoint celui mené par les travailleurs depuis la naissance du syndicalisme ouvrier. A la monarchie industrielle et administrative il faut substituer des structures démocratiques à base d'autogestion.

Pour la première fois, le terme d'autogestion trouvait droit de cité dans ce pays.

Yvan CRAIPEAU ■

# briser la chaîne

## CGT-CFDT Hacuitex : notre avenir devra nous appartenir

Vendredi 22 avril, des milliers de travailleurs se sont rassemblés à Paris à l'appel des fédérations CGT et CFDT de l'habillement, du textile, des cuirs et des blanchisseries.

Dans la salle de la Mutualité pleine à craquer, des dizaines de banderoles rappelaient toutes les luttes qui se déroulent dans ces professions depuis deux ans. Les casquettes CGT ou CFDT toutes deux rouges, mariées avec une multitude de couleurs donnaient à la grande salle de la « Mutu » un air de fête; s'y ajoutait la joie

Schlumpf en Alsace et à Roubaix, Tanneries françaises réunies, etc. en témoignent encore.

Mais le rassemblement de vendredi se voulait plus qu'un témoignage de la combativité des ouvriers de ces branches. Il entendait poser des questions pour l'avenir, démontrer le caractère vital de ces indus-

tries pour l'économie française, frapper un grand coup contre l'hémorragie d'hommes et de capitaux (150 000 emplois supprimés depuis 1974), dénoncer la politique des capitalistes. Une déclaration commune CGT-CFDT les résume ainsi :

« Les orientations fondamentales du grand patronat de nos industries et du gouvernement contenues dans le VII<sup>e</sup> Plan, aggravées par les mesures du plan Barre et la politique actuelle des monopoles et des groupes, sont les vraies causes de la situation faite aux salariés. Cette politique organisée pour le compte des grands groupes textiles-habillement avec le concours des banques et des pouvoirs publics, au delà des concentrations, des restructurations, met en cause à terme l'existence même de nos industries, par l'exportation des capitaux, l'implantation des entreprises à l'étranger, les importations massives commercialisées avec profit. »

De nombreuses interventions de militants CGT ou CFDT ont permis de détailler les buts de cette politique : payer le moins cher possible la force de travail, contrôler et diversifier la production, augmenter le profit. De plus, ajoutait Léon Dion, secrétaire national CFDT, « ce sont les incendiaires qui crient « au feu », puisque les patrons osent se plaindre des importations massives alors qu'ils en sont les responsables. »

Comment arrêter ce bradage ? Les fédérations CGT et CFDT exigent la garantie de l'emploi sur place, le rattrapage des salaires et classifications, l'amélioration des conditions de travail et la réduction des cadences, le respect et l'extension des libertés syndicales. Elles estiment qu'une relance de la consommation populaire est indispensable, et, pour la première fois ensemble, avancent la solution d'une réduction du temps de travail à 35 heures par semaine sans perte de salaire.

D'autres nécessités ont été évoquées au cours de cette journée : imposer le redémarrage industriel des entreprises, mais s'interroger également sur une autre manière de travailler et de produire, sur la nature et la qualité des produits.

Invités à assister aux débats, les partis de gauche sont interpellés par cette rencontre. Sauf la nationalisation du secteur textile de Rhône-Poulenc, le Programme commun ne dit rien de précis sur le développement de ces industries. La CGT et la CFDT ont voulu affirmer que la mobilisation populaire commencée devra se poursuivre pour neutraliser le patronat et imposer des changements fondamentaux en même temps que la satisfaction des revendications prioritaires. Le débat et le combat se poursuivront donc.

Yves SPARFEL ■



Photo Maillet

d'être si nombreux et les chansons populaires. Aucune fausse note n'a donc rompu le caractère unitaire de cette journée nationale d'action.

Pendant trois heures, des délégués de toutes les entreprises présentes se succédèrent à la tribune pour tracer un bilan des actions entreprises. L'après-midi, ils manifestaient de la Mutu à la Bastille.

Pourquoi les deux organisations syndicales ont-elles réalisé ce regroupement ? Parce que les travailleurs de ces professions sont parmi les plus défavorisés en France. Les salaires se dégradent, accumulant un retard allant jusqu'à 30 % et plus sur la moyenne nationale avec un accroissement grave du rythme de travail. La majorité des salariés se voient imposer un rendement optimum, des conditions de travail très mauvaises. Les problèmes d'emploi s'accumulent : en règle générale, la plupart des entreprises ont « dégraissé » leurs effectifs pour une même production ou une production accrue.

Contre toutes ces agressions les ouvriers ont réagi en intensifiant la lutte syndicale et les occupations : Réo à Fougères, Donval à Rosporden, Saint-Joseph à Bordeaux, Rhône-Poulenc à Péage de Roussillon,

## secteur public : le durcissement

Le Premier ministre, malgré des appels à la solidarité nationale pour soutenir son plan, ne rencontre aucun écho dans les masses populaires. Il lui faut, semaine après semaine, remettre à jour son plan de sauvegarde d'un pouvoir en perte de vitesse. Il sait que ses jours sont comptés. La consigne de blocage des salaires donnée au patronat est strictement appliquée. En particulier par les directions des entreprises du secteur public et nationalisé. Les travailleurs du secteur public n'ont obtenu, en tout et pour tout, que 1 % de réajustement au 1<sup>er</sup> avril. Le mécontentement grandit et il est probable que la journée de grève du jeudi 28 avril revêtira une grande ampleur.

Cette journée qui se déroulera à l'appel des centrales CGT et CFDT paralysera de façon importante l'ensemble de l'hexagone. Dans certains cas, Bergeron, qui comme d'habitude refuse l'alliance avec les syndicats de classe, ne sera pas suivi par l'ensemble de ses troupes.

Dans les Ardennes, en Loire-Atlantique, à la SNCF, le mouvement aura lieu à l'appel de toutes les organisations syndicales. A Metz, les chemi-

nots veulent aller plus loin et feront grève une journée de plus que l'arrêt décidé par les fédérations. Ce choix est certainement lié au mécontentement des travailleurs lorrains décidés à se battre contre le démantèlement de leur région. Ce mouvement permettra une action coordonnée dans toute la fonction publique, sauf les enseignants qui ne participeront que partiellement dans certaines régions. La FEN a en effet un rôle équivoque

qui ne facilite pas une réplique massive nécessaire pour lutter contre le plan d'austérité.

Ces actions permettront, à la veille d'un premier mai important, de relancer l'action. Cette journée de mobilisation ne doit pas rester sans lendemain. Il faudra l'amplifier si l'on veut vraiment obtenir un résultat tangible pour les travailleurs.

Comment élargir par la suite ce « coup de poing » contre l'austérité ? Voilà la question importante au moment où les stratégies syndicales doivent tenir compte des échéances politiques. Aux PTT, à la SNCF, à EDF-GDF, les grévistes remettront en cause la « dénationalisation » de leurs entreprises, le rôle de « poire pour la soif » qu'elles jouent pour des groupes privés ou pour les multinationales.

Dans de nombreux cas, ils essaient de l'expliquer aux usagers. Quand on sait que, par exemple, un tiers du trafic marchandises de la SNCF dépend de la sidérurgie lorraine, que les tarifs pratiqués par EDF en Alsace pour des

# Kœnigsmaker : portes ouvertes sur le contrôle ouvrier

A Kœnigsmaker, une petite ville à côté de Thionville, Soloci - Solomi - Sotram est une entreprise de chaudronnerie qui emploie 150 salariés. Le 10 mars 1977, le patron, Evangelisti, dépose le bilan et licencie le personnel. Aussitôt les travailleurs décident d'occuper l'entreprise pour contrôler les sorties de matériel. Depuis, grâce à l'action de la section CFDT et à l'union de tous les travailleurs, l'usine a tourné régulièrement sous contrôle ouvrier. Le délégué CFDT raconte l'histoire de cette grève.

Actionnaire principal de la société depuis 1974, M. Evangelisti s'impose en avril 1976 comme PDG, lors d'un conseil d'administration clandestin réuni sans la présence des représentants du comité d'entreprise. Son partenaire Dotlic se retire. Depuis 1973, les exercices ne cessaient de faire apparaître des pertes nettes, chiffrées à 802 000 F en 1975.

## Evangelisti est arrivé

Dès son arrivée, Evangelisti se distingue par une politique antisociale et des mesures d'économies dirigées contre les salariés : suppression du treizième mois des ETAM et des cadres ainsi que des augmentations prévues pour le personnel de la menuiserie ; réduction du travail hebdomadaire de 45 h à 42 h, puis à 40 h, sans aucune compensation bien sûr. En février 1977 une note de service annonce que toute absence, y

compris pour maladie et accident du travail, sera sanctionnée par une amende de 90 à 100 F par jour non travaillé !

Pendant ce temps, les dettes s'accumulent, les fournisseurs et les clients s'impatientent... Les ouvriers sont payés par des chèques sans provision ! Mais M. Evangelisti fait rénover son bureau directorial pour la bagatelle de 16 millions de centimes, fait construire une villa à Cannes et investit au Maroc... La faillite frauduleuse se profile. Sans attendre, la section syndicale CFDT décide alors d'appeler les travailleurs à l'action pour la défense de leur emploi.

## ils produisent, vendent et se payent

Les salaires de février ne sont pas versés ? Le personnel bloque les voitures de service de la direction. Le PDG annonce la liquidation judiciaire ? Les salariés présents au tribunal défilent aussitôt dans Thionville. Des manifestations sont organisées. Une journée « portes ouvertes » a lieu le 20 mars, puis une seconde le 24 avril, permettant aux travailleurs de populariser leur action et de discuter avec la population. L'usine est occupée et gardée 24 h sur 24. Des tracts et des plaquettes d'information sont imprimées et largement distribuées. Depuis un mois, le travail a repris, l'occupation continue et les

travailleurs ont pu se payer normalement.

Les travailleurs veulent vivre et travailler au pays. Ils refusent d'aller travailler ailleurs malgré les offres des patrons des alentours (entre patrons, on se soutient !). Ils veulent conserver leur droit au travail, leur qualification. Diverses actions en justice, divers procès, diverses enquêtes prudhomales sont en cours.

Des commandes sont en cours de réalisation. Les marchés et les contrats fermes existent. Les outils de travail et le potentiel humain sont là (malgré des conditions de travail difficiles : pas de douches, pas de chauffage...). Pourquoi ne pas les conserver ? Face au désistement du patron, les travailleurs ont décidé de faire tourner l'usine. Ils ont fait leurs preuves. Mais les responsables patronaux unissent leurs efforts et, au fil des jours, les commandes leur sont peu à peu retirées.

La situation risque de s'aggraver au cours des jours qui viennent. Mais les travailleurs gardent bon espoir : « ensemble nous pouvons lutter, ensemble nous pouvons gagner la bataille de l'emploi » (1). Le PSU les a invités à son meeting sur la sidérurgie du 22 avril. Il sera présent à leur journée « portes ouvertes » du 24 avril. Il les soutient dans leur lutte pour l'emploi qui va dans le sens de l'autogestion et du contrôle ouvrier.

Marielle. PSU METZ ■

(1) Courrier et messages à adresser à M. Garreau, Comité d'action CFDT, BP 15, Kœnigsmaker 57110 YUTZ. Soutien financier : à l'ordre de CFDT SOLOCI S.A., CMDP Kœnigsmaker n° 10 787 045.



## pour d'autres crèches

Une brochure du secteur Femmes de la fédération du Bas-Rhin du PSU qu'on peut se procurer en écrivant à : PSU Bas-Rhin, BP 144 R 4 67004 STRASBOURG CEDEX, en joignant trois francs. En vente chez Syros, 9, rue Borromée 75015 PARIS.

industriels allemands se situent en dessous du prix de revient, on mesure la part de profit capitalisée que l'on fait payer aux consommateurs. Si les marchandises sont transportées, les travailleurs eux sont « roulés ».

Le retour aux nationalisations qui eurent, au lendemain de la guerre, des avantages indéniables pour les travailleurs, c'est ce que propose, avec quelques aménagements, l'union de la gauche. Ce n'est pas suffisant. On ne peut se contenter d'une formule qui n'a pas permis à la collectivité de disposer d'une maîtrise de l'infrastructure économique du pays. Seul un contrôle et un pouvoir de décisions des travailleurs dans chaque service, dans chaque unité de production des entreprises nationalisées, constituent une garantie contre toute utilisation abusive par le capital.

C'est aussi cette volonté qu'exprimeront un grand nombre des travailleurs de l'Etat lorsqu'ils débrayeront jeudi.

Pierrot REGNIER ■



Photo D. R.

## d'autres conflits

● **A Massy, une multinationale en flagrant délit** : cent des cent cinquante ouvriers de la production de l'usine Pfizer sont en grève pour obtenir le maintien des avantages acquis. Pfizer est une « multinationale » américaine qui réalise environ 2 % de son chiffre d'affaires en Europe. Elle se range parmi les trusts pharmaco-chimiques. Les syndicalistes CGT de l'usine de Massy ont pu faire la preuve que la filiale française trichait largement sur le chiffre d'affaires et les bénéfices, procédait à des transferts de capitaux, volait tout aussi effrontément la Sécurité sociale, avec l'accord de l'administration étatique. Le PSU a proposé à toutes les forces politiques, sociales de former sur la ville un comité de défense pour le pouvoir d'achat et le maintien de l'emploi. Des responsables de la section CGT Pfizer se sont montrés favorables à cette proposition. ■

● **Fractures** : c'est le titre d'une nouvelle revue trimestrielle. Lancée par des militants autogestionnaires, elle veut dénoncer la mainmise du capitalisme sur la santé. Mais, « alors que la société réprime, perturbe, vieillit et use prématurément les individus, il n'est pas possible de s'en tenir à la seule lutte pour la démocratisation des structures de santé actuelles et pour l'élargissement de la consommation de soins par les travailleurs. » Il faut aller plus loin, estiment les rédacteurs de *Fractures*, dans la critique et la transformation du système de santé. Illustrer les « fractures » du système, les luttes qui s'y mènent, comment on peut passer du contrôle à l'autogestion de la santé, voilà l'objet de la revue. Au sommaire du n° 1 : un dossier sur les expériences italiennes, un dossier sur l'hôpital, naïtre aux Lilas, médicaments et Sécurité sociale. Une revue utile, belle, indispensable : 20 F. Editions Savelli, 33, boulevard Saint-Martin, 75003 Paris. ■

● **Eboueurs** : gros tas de poubelles sur les trottoirs. 4 500 éboueurs de Paris sont en grève depuis le jeudi 21 avril. Ce mouvement suivi à 80 % vise à obtenir, notamment, que la prime matinale passe de 78 à 150 F (mensuels évidemment), une refonte de la grille de salaire et la semaine de cinq jours. Chirac, par Tibéri interposé, leur propose 40 centimes par jour (soit 120 F par mois). Ils sont par ailleurs prêts à transformer l'armée en briseuse de grève. Mais l'unité des éboueurs tient bon. ■

● **Dockers** : à Dunkerque, le mouvement continue. Pour la cinquième fois depuis le 26 mars, le 18 000 dockers français ont observé, samedi dernier, un arrêt de travail de 24 heures. Le port de Dunkerque est toujours paralysé. La ville (sauf Usinor) voit ses activités économiques se réduire au fil des jours. L'intransigeance d'Usinor s'explique par le fait qu'il lui reste encore trois semaines de stock. Sa volonté de briser le monopole des dockers pour le contrôle du déchargement au quai minéralier, nuit à toute une région. Les méfaits des maîtres de forge ne se limite pas à la Lorraine... ■

## droit à la paresse !

**Le droit à la paresse : c'est en 1880 que Paul Lafargue — gendre de Marx — publie dans *l'Égalité* ce pamphlet ironique, truculent, insoucieux des contradictions et à bien des égards prophétiques dont *Tribune socialiste* présente, ici, quelques extraits.**

« Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste... Cette folie est l'amour du travail... Ce travail qu'en juin 1848 les ouvriers réclamaient les armes à la main, ils l'ont imposé à leurs familles ; ils ont livré, aux barons de l'industrie, leurs femmes et leurs enfants. De leurs propres mains, ils ont démolé leur foyer domestique ; de leurs propres mains, ils ont tari le lait de leurs femmes ; les malheureuses, enceintes et allaitant leurs bébés, ont dû aller dans les mines et les manufactures tendre l'échine et épuiser leurs nerfs... Où sont ces commères dont parlent nos fabliaux et nos vieux contes, hardies au propos, franches de la gueule, amantes de la dive bouteille ? Où sont ces luronnes, toujours trottant, toujours cuisinant, toujours chantant, toujours semant la vie en engendrant la joie, enfantant sans douleurs des petits sains et vigoureux ? Nous avons aujourd'hui les filles et les femmes de fabrique, chétives fleurs aux pâles couleurs, au sang sans rutilance, à l'estomac délabré, aux membres alanguis !... Elles n'ont jamais connu le plaisir robuste et ne sauraient raconter gaillardement comment l'on cassa leur coquille !... »

### pauvres prolos !

Parce que, prêtant l'oreille aux fallacieuses paroles des économistes, les prolétaires se sont livrés corps et âme au vice du travail, ils précipitent la société tout entière dans ces crises industrielles de surproduction qui convulsent l'organisme social. Alors, parce qu'il y a pléthore de marchandises et pénurie d'acheteurs, les ateliers se ferment et la faim cingle les populations ouvrières de son fouet aux mille lanières...

Parce que la classe ouvrière, avec sa bonne foi simpliste, s'est précipitée en aveugle dans le travail et l'abstinence, la classe capitaliste s'est trouvée condamnée... à l'improductivité et à la surconsommation...

### pauvres bourgeois !

Aujourd'hui, il n'est bourgeois qui ne s'empiffre de chapons truffés et de Lafite navigué, pour encourager les éleveurs de La Flèche et les vignerons du Bordelais. A ce métier, l'organisme se délabre rapidement, les cheveux tombent, les dents se déchaussent, le tronc se déforme, le ventre s'entripaille, la respiration

s'embarrasse, les mouvements s'alourdissent, les articulations s'ankylosent, les phalanges se nouent. D'autres, trop malingres pour supporter les fatigues de la débauche, mais dotés de la bosse du prudhomisme, dessèchent leur cervelle... à élucider de gros livres soporifiques pour occuper les loisirs des compositeurs et des imprimeurs...

Donc, en se serrant le ventre, la classe ouvrière a développé outre

mesure le ventre de la bourgeoisie condamnée à la surconsommation. Pour être soulagée dans son pénible travail, la bourgeoisie a retiré de la classe ouvrière une masse d'hommes de beaucoup supérieure à celle qui restait consacrée à la production utile et l'a condamnée à son tour à l'improductivité et la surconsommation (1). Mais ce troupeau de bouches inutiles, malgré sa voracité insatiable, ne suffit pas à consommer toutes les marchandises que les ouvriers, abrutis par le dogme du travail, produisent comme des maniaques...

### pauvres fabricants !

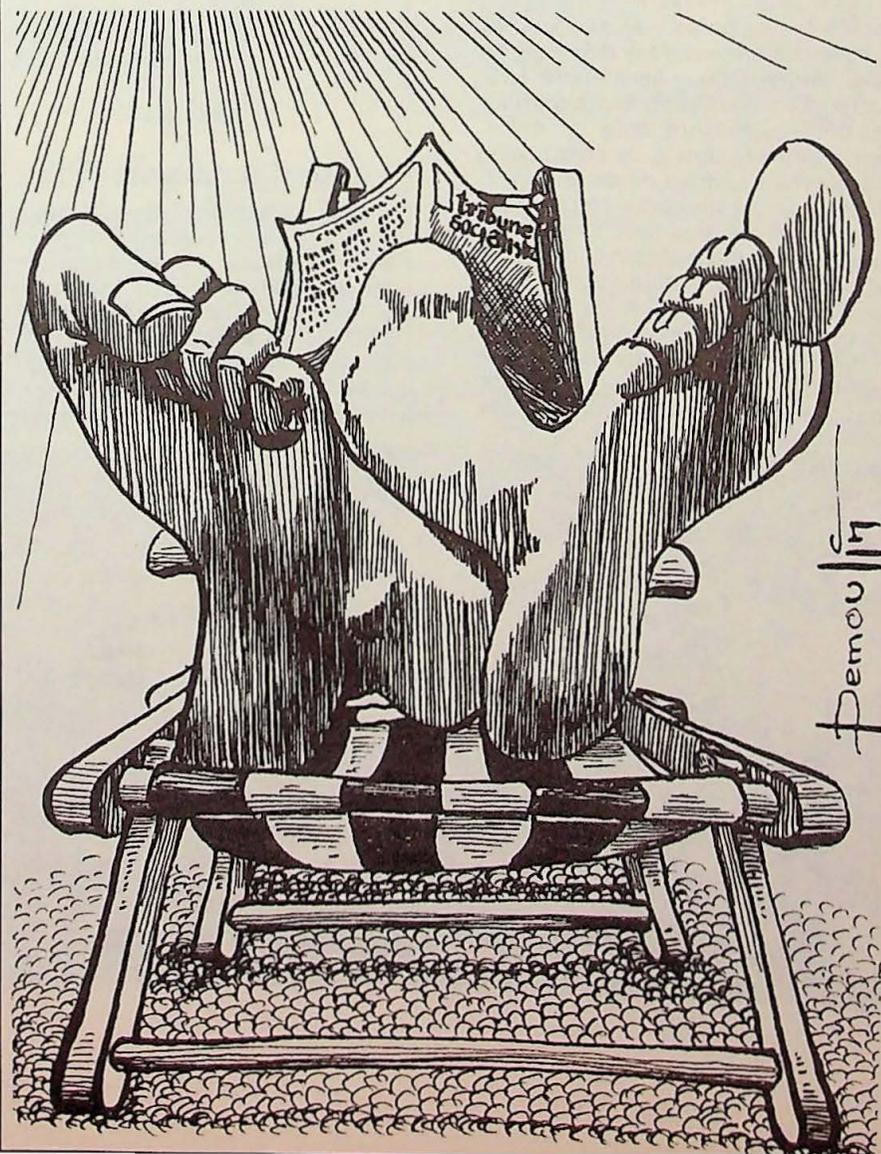
Le grand problème de la production capitaliste n'est plus de trouver des producteurs... mais de découvrir des consommateurs, d'exciter leurs appétits et de leur créer des besoins factices... Les pauvres fabricants, ainsi que des dératés, doivent courir aux antipodes chercher qui les portera et qui les boira : ce sont des centaines de milliers et de milliards que l'Europe exporte tous les ans, aux quatre coins du monde, à des peuplades qui

### le petit travailleur infatigable

Comment régénérer la force de travail ? Comment forger une race de travailleurs, c'est-à-dire autre chose qu'un prolétariat prompt à nier les conditions de son exploitation ? La bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle avait ses méthodes. Elle avait compris qu'il lui fallait maîtriser, assujettir toute la vie du prolétaire. Ce sont les mécanismes, l'idéologie de ce monde concentrationnaire mis en place par les patrons de l'époque que démontrent en 300 pages corrosives, les auteurs du n° 25 de la revue *Recherches*. Comment le travail pénétrait l'intimité, le quotidien des ouvriers du Nord et de l'Est... une démonstration complète. A lire absolument.

Y.S. ■

*Recherches*, n° 25, novembre 1976. Lion Murard et Patrick Zylberman : « Le petit travailleur infatigable ou le prolétaire régénéré ».



### si le prolétariat veut

Ces misères s'évanouiront comme les hyènes et les chacals à l'approche du lion, quand le prolétariat dira : « Je le veux. » Mais pour qu'il parvienne à la conscience de sa force, il faut que le prolétariat foule aux pieds les préjugés de la morale chrétienne, économique, libre penseuse ; il faut qu'il retourne à ses instincts naturels, qu'il proclame les *Droits à la paresse*, mille et mille fois plus nobles et plus sacrés que les phisiques *Droits de l'homme* concoctés par les avocats métaphysiciens de la révolution bourgeoise ; qu'il se contraigne à ne travailler que trois heures par jour, à fainéanter et bombancer le reste de la journée et de la nuit...

Aux jours de grandes réjouissances populaires, où, au lieu d'avaloir de la poussière comme aux 15 août et aux 14 juillet du bourgeoisisme, les communistes et les collectivistes feront aller les flacons, trotter les jambons et voler les gobelets... En régime de paresse, pour tuer le temps qui nous tue seconde par seconde, il y aura des spectacles et des représentations théâtrales toujours et toujours...

### la machine rédemptrice

(Et pendant ce temps) nos machines au souffle de feu, aux membres d'acier, infatigables, à la fécondité merveilleuse, inépuisable, (accompliront) docilement d'elles-mêmes leur travail sacré... La machine est le rédempteur de l'humanité, le Dieu qui rachètera l'homme des *sordides artes* et du travail salarié, le Dieu qui lui donnera des loisirs et la liberté.

(1) Pour Lafargue, il s'agit notamment des membres des « professions idéologiques, telles que gouvernants, police, clergé, magistrature, armée, prostitution, arts, sciences ».

La Direction nationale du PSU réunie à Paris les 22-23 avril propose

# POUR LA VICTOIRE LE RASSEMBLEMENT DES AUTOGESTIONNAIRES POUR L'UNITÉ UN DEBAT LARGEMENT OUVERT

La crise économique et politique renforce les chances d'une victoire de la gauche aux prochaines élections législatives. Mais cette victoire ne pourra être acquise que si le combat à venir est mené dans l'unité la plus large possible, par la jonction de toutes les organisations des travailleurs, politiques, syndicales, familiales, écologiques, et si les forces de gauche se montrent capables de répondre à l'attente et aux aspirations profondes des travailleurs et de développer l'indispensable mobilisation populaire.

Dans cette perspective, le PSU entend développer son activité dans les orientations que lui a fixées le congrès de Strasbourg :

## I. Vers une puissante force autogestionnaire

Le plan Barre réussit sur un seul point : l'augmentation des profits. Elle se réalise grâce à la rationalisation qui, pour les travailleurs, se solde par des fermetures d'entreprises et le chômage et grâce à l'intervention massive du pouvoir au service du patronat. Dans ces conditions, toutes ces luttes doivent faire face au pouvoir. Elles posent tout le problème politique et faute d'une action d'ensemble, syndicale et politique, elles se développent dans des conditions difficiles.

Les travailleurs se préparent à l'échéance d'un changement de gouvernement.

Les élections municipales ont prouvé la puissance du mouvement unitaire : d'ores et déjà la gauche est majoritaire dans le pays.

En même temps, elles ont confirmé l'existence d'un courant anticapitaliste autonome. Ce courant manifeste l'aspiration à un changement réel de la vie quotidienne, de la société et du pouvoir. Il pose des problèmes nouveaux comme l'écologie, le cadre de vie ou la volonté de vivre au pays. Il ne reconnaît pas ses aspirations dans les partis traditionnels qui se préoccupent essentiellement de changer le gouvernement. Il s'est traduit par les scores électoraux importants des listes écologistes autogestionnaires et révolutionnaires. Mais il se retrouve également parmi les électeurs de l'union de la gauche.

Ce courant n'est pas homogène. Il

est souvent confus ; parfois contradictoire. Mais il prouve qu'une partie de la population, un nombre important de travailleurs entendent bien exercer leur contrôle sur la vie politique et faire en sorte que la victoire de la gauche signifie, non un simple aménagement de la société capitaliste — comme le propose le Programme commun — mais un changement de société.

Cette volonté se retrouve dans un certain nombre de luttes contre les

● prendre toutes les initiatives qui permettront de favoriser le rassemblement des autogestionnaires,

● mener à son terme l'élaboration de son programme d'unité populaire vers l'autogestion,

● engager le débat avec toutes les forces du mouvement ouvrier sur les conditions qui permettront d'engager une dynamique menant de la victoire électorale à la construction du socialisme,

● se préparer à la présence autonome de candidats autogestionnaires pour les prochaines élections législatives.

conditions de vie actuelles, notamment contre les saisies et les expulsions et contre le nucléaire. Elle se retrouve dans un certain nombre de luttes pour l'emploi et le contrôle, menées par le CGT, la CFDT ou les deux ensemble. Elle est exprimée par la CFDT qui, pour préserver son autonomie d'action et d'élaboration, refuse toujours de se lier au programme de gouvernement de la gauche.

Ce courant qui cherche sa voie dans le sens de la démocratie directe doit pouvoir jouer son rôle, aujourd'hui et surtout demain, dans les solutions à apporter à la crise politique et sociale. Tel est l'objectif de la politique de regroupement des auto-

gestionnaires, défini par le congrès du PSU de Strasbourg.

Œuvrer au regroupement et à l'expression de ces forces autogestionnaires est une tâche prioritaire du PSU.

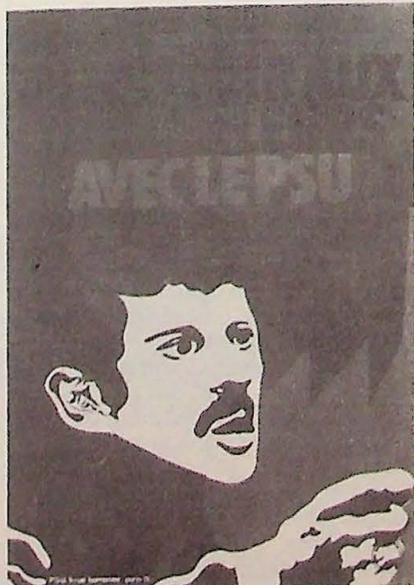
Une telle démarche repose localement sur la recherche et le développement d'actions communes concernant directement la vie des travailleurs, dans la production et hors la production ; ce type d'actions est à déterminer démocratiquement avec tous ceux qui veulent lutter pour imposer leurs droits et prendre directement en main leurs affaires.

Dans la pratique commune, le débat portera sur l'analyse des problèmes posés localement, les enjeux d'actions menées en commun, les moyens de lutte, les conditions à réaliser pour arracher des victoires. Ce débat devra être élargi et mené aux dimensions régionales et nationales.

Le PSU propose que le débat porte sur les grands thèmes posés par la période : contrôle ouvrier et contrôle populaire ; signification (forme, contenu...) des nationalisations ; problèmes institutionnels ; finalités de la production et revendications écologiques ; problèmes internationaux ; comment faire d'une victoire électorale de la gauche une victoire des travailleurs ?...

Le PSU fera son possible pour que ce débat s'exprime notamment dans TS. La deuxième session des états généraux pour l'autogestion socialiste doit constituer une étape importante de ce regroupement.

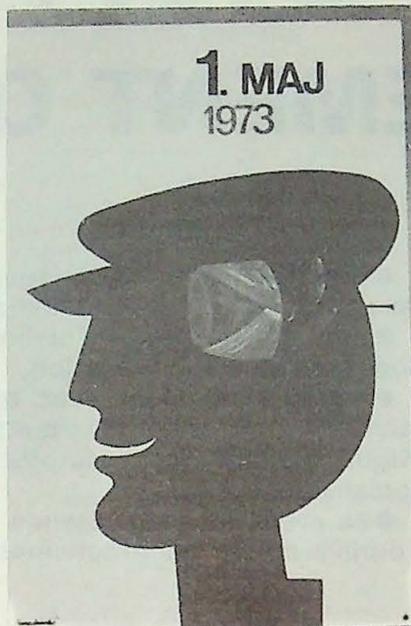
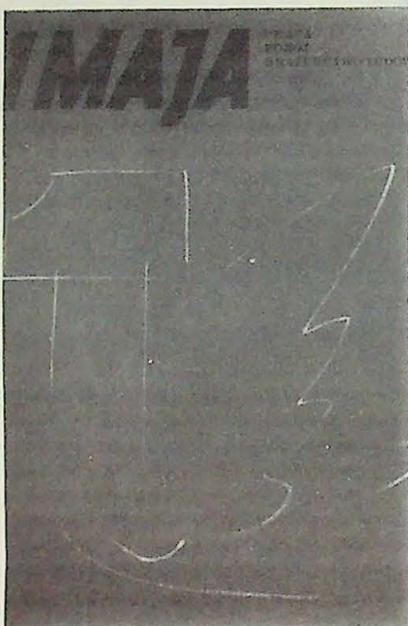
C'est dans ce sens que le PSU prendra des contacts à tous les niveaux, avec les mouvements



# POUR LA LE RASSEMBLEMENT POUR UN DEBAT LA

sociaux et politiques, pour que puisse se réaliser une convergence respectant leur autonomie et leur spécificité, et y associant les militants inorganisés qui se réclament de ces pratiques et de ces perspectives.

L'objectif à terme est l'émergence d'une large force politique cohérente capable de peser sur les événements, et de rendre concrète pour les travailleurs la perspective de l'autogestion socialiste.



## salut !

La DPN du PSU, réunie à Paris les 23 et 24 avril 1977, dénonce la répression dont sont victimes les soldats qui, à l'intérieur de leurs casernes, luttent pour leurs droits.

Le PSU appelle ses militants à manifester partout contre cet arbitraire et à exiger la libération des soldats emprisonnés.

Il salue les conseils municipaux de Chambéry, Joinville, Sartrouville qui ont appuyé la lutte des soldats et apporte son soutien aux initiatives prises par les élus PSU de ces villes. Il appelle tous ses conseillers à intervenir dans ce sens dans toutes les municipalités (comme à La Roche-sur-Yon).

## PSU documentation

### Numéros disponibles

N° 22-23 <i>Sur le mouvement politique de masse</i>	2,00
N° 24-25 <i>La police dans la lutte des classes</i>	2,00
N° 27-28 <i>La crise du système monétaire international</i>	2,00
N° 51 <i>Le recrutement</i>	1,00
N° 52-53-54 <i>Quand les patrons vont à l'école</i>	3,00
N° 56-57 <i>Sionisme et libération palestinienne</i>	4,00
N° 92-93 <i>Une section du PSU à Paris</i>	4,00
N° 94-95 <i>Militer contre le militarisme N° 2</i>	4,00
N° 96-97 <i>Le syndicat de la magistrature</i>	4,00
N° 98-99 <i>Le syndicalisme à l'école</i>	4,00
N° 102 <i>Comités de soldats, droit bourgeois et lutte de classes</i>	2,00
N° 106-107 <i>Le PSU, le Parti de l'Autogestion Socialiste</i>	4,00
N° 110 <i>Comment battre la droite</i>	2,00
N° 111-12 <i>Militer à l'Université</i>	4,00
N° 113-14-15 <i>Les Chrétiens et la lutte pour le socialisme</i>	6,00
N° 116-17-18 <i>Electronucléaire : le PSU accuse</i>	6,00

### VIENT DE PARAITRE

N° 119 *Parti socialiste, social-démocratie et socialisme*

Abonnement : 20 N° F 30,00. A adresser à : EDITIONS SYROS  
9, rue Borromée - 75015 PARIS C.C.P. 19 706 28 PARIS

## II. Vivre, produire et travailler autrement

Le Conseil national qui se tiendra à l'automne devra sanctionner le débat instauré dans le parti et avec tous les militants autogestionnaires sur le programme. A cette fin, les textes du dernier congrès seront largement diffusés. Les points centraux du projet de programme feront l'objet de publications de large diffusion.

Ces propositions s'inscrivent dans la campagne que le PSU lance dans le pays sur le thème : **vivre, produire et travailler autrement**. Une telle campagne vise à répondre à la question que les travailleurs se posent : que nous apportera la victoire de la gauche ? Elle portera sur les thèmes suivants :

- **Quelle croissance ? que produire ? pour quoi et pour qui ?** quelles entreprises nationaliser ? pourquoi et comment ? l'énergie nucléaire : solution ou danger ? quelle hiérarchie des revenus ? comment en finir avec le chômage ?

- **Comment intervenir sur la vie dans la ville, les quartiers, les villages ?** que construire ? comment assurer le contrôle des sols, des équipements sociaux ? quelle politique nationale de santé et de Sécurité sociale ?

- **Comment transformer la vie quotidienne ?** comment changer les rapports entre les individus, les hommes et les femmes, les groupes sociaux ? comment assurer à chacun — enfants, femmes, adultes, personnes âgées, minorités nationales, le droit de maîtriser leur vie ?

- **Quels problèmes posera la constitution de la V<sup>e</sup> République après une victoire électorale de la gauche ?** comment aborder la question des appareils d'Etat : armée, police, justice ?

- **Comment faire pour que l'insertion**

tion dans la Communauté économique européenne ne soit pas un obstacle aux transformations politiques et sociales en France ? quelle attitude adopter sur le problème de l'élection du Parlement européen ?

- **Comment contribuer à créer un nouveau bloc avec les pays du tiers monde** qui cherchent à rompre avec l'impérialisme et à mettre en œuvre d'autres relations d'échanges et de coopération ?

Sur chacun de ces thèmes, le PSU élaborera un matériel de diffusion diversifié, sous forme de dossiers dans *TS* (éventuellement tirés à part) de brochures, de tracts, d'affiches... Son élaboration, qui permettra l'affirmation des positions et des propositions du parti, devra en même temps être l'occasion de relancer le travail des secteurs.

Dans le cadre de cette campagne, le PSU lance auprès des travailleurs dans les entreprises, les quartiers, les villages, une vaste **enquête nationale** afin de révéler leurs véritables aspirations et les changements qu'ils attendent dans leur vie et dans leur travail, d'une victoire de la gauche. Les sections et groupes militants du PSU sont invités à organiser des réunions-débats dans les entreprises et les quartiers,

- pour nous confronter aux autres et enrichir nos positions ;

- pour discuter des modalités et des résultats de cette enquête et se donner ainsi les moyens de préparer les états généraux pour l'automne.

Cette enquête, véritable effort de recherche collective devra trouver son expression lors des grandes manifestations du parti ou celles auxquelles il participera : la fête, la marche antinucléaire de Nogent, les diverses actions et rassemblements de l'été.

## III. Pour un large débat unitaire

Un large débat doit être mené au sein de la gauche, devant les masses, sur les problèmes fondamentaux que devra affronter une expérience gouvernementale de gauche et sur les transformations profondes capables de créer pour les travailleurs la possibilité du passage au socialisme. L'ensemble des forces du mouvement ouvrier devra simultanément poursuivre la bataille contre la politique du pouvoir.

Le PSU fera tout pour atteindre ce double objectif, dont il n'a cessé depuis des années d'exposer le caractère prioritaire. Tel a été le sens des propositions qu'il a faites depuis

son congrès d'Amiens en 1974, qu'il a reprises et précisées à son dernier congrès de Strasbourg, où a été réaffirmée sa volonté de mener le débat et l'action unitaires, et de rechercher à travers l'un et l'autre des positions communes à toutes les forces du mouvement ouvrier. En particulier, il estime nécessaire de faire entendre et de défendre les positions autogestionnaires sur les questions fondamentales qui se posent ou vont se poser à la classe ouvrière et aux masses populaires :

- **Sur les institutions**, pour la révision de la Constitution et en particulier la suppression du caractère prési-

# VICTOIRE DES AUTOGESTIONNAIRES L'UNITE GEMENT OUVERT

dentiel de la Constitution, la suppression de l'administration préfectorale, la décentralisation administrative, l'extension des pouvoirs de décision et de contrôle des citoyens, la prise en compte et la traduction institutionnelle des revendications des minorités nationales existants sur le territoire français.

● **Sur les nationalisations**, pour que soient précisés leur étendue, leurs modalités (expropriation des actionnaires) et leur contenu, pour que le secteur public ainsi étendu soit soumis à un réel contrôle ouvrier et populaire, interne et externe aux entreprises publiques.

● **Sur la politique économique et sociale**, la promotion d'un nouveau modèle de production et de croissance, une nouvelle politique énergétique, la création d'emplois et la transformation de l'organisation du travail.

● **Sur les libertés**, la justice et l'appareil de répression, pour l'extension des libertés démocratiques et de droits syndicaux, le libre exercice du droit d'association et d'expression dans l'armée, la police et la magistrature.

● **Sur les relations internationales**, tant politiques qu'économiques, pour défendre les options de la nouvelle majorité populaire contre toute forme de pression de la bourgeoisie européenne et internationale, et tisser des liens étroits avec les peuples décidés à s'affranchir du capitalisme et de l'impérialisme.

● **Sur les problèmes culturels et idéologiques** (sexualité, femmes, famille) pour y dénoncer l'emprise de l'idéologie bourgeoise et favoriser leur prise en charge collective par l'ensemble des travailleurs.

Lors de son dernier comité central, le Parti communiste français a proposé que s'engage un débat sur un certain nombre de ces questions, que ce débat soit largement ouvert aux formations politiques et sociales qui le souhaitent, et qu'il puisse conduire éventuellement à l'élaboration de

positions communes. Une telle proposition rejoint celles que le PSU a formulées.

Il est clair que de telles discussions, qui sont pour nous distinctes de celles qui portent sur l'actualisation du Programme commun de gouvernement,

- doivent avoir un caractère public,
- doivent avoir un objet non limité a priori,
- doivent s'engager sans aucun préalable, notamment sans demande adressée aux organisations non signataires du Programme commun de souscrire à ce dernier.

A ce sujet, le PSU rappelle sa position : le Programme commun contient de nombreuses propositions positives. Mais son caractère essentiellement gestionnaire, étatique et productiviste entre en contradiction avec nombre d'exigences qui s'expriment déjà aujourd'hui et qui seront amplifiées par une victoire de la gauche : avec les aspirations des travailleurs à un changement fondamental de société, et avec les nécessités d'une rupture avec les règles du jeu capitaliste. C'est précisément parce que ces exigences sont au centre de leur stratégie que les autogestionnaires doivent en débattre avec les partis signataires du Programme commun.

Sur ces bases, le PSU propose l'ouverture de discussion sur les 6 thèmes rappelés ci-dessus, sans que leur énumération soit limitative. Il propose que ces discussions soient ouvertes, éventuellement sous des formes spécifiques, à toutes les formations du mouvement ouvrier et populaire, politiques, syndicales, familiales, écologiques, nationalitaires qui le souhaiteraient.

Dans un tel débat nous poursuivons les objectifs suivants :

- aboutir à des actions unitaires contre la politique du pouvoir pour améliorer le rapport de forces en faveur des travailleurs, et leur permettre de faire entendre leur voix au moment où les partis signataires du Programme commun procèdent à son actualisation ;
- parvenir à des points d'accord pou-

vant prendre par exemple, la forme de chartes sur des problèmes tels que les libertés, l'emploi, l'écologie... De même, une confrontation sur les nationalisations pourrait aboutir à des positions communes ;

● dégager des points d'accords sur les mesures qu'un gouvernement de gauche devrait prendre en faveur des revendications des travailleurs et pour le développement des contrôles populaires.

## IV. Préparer les législatives

Les élections de 1978 doivent permettre la victoire de la gauche. Le PSU entend être partie prenante de ce combat afin d'affirmer la présence massive du courant autogestionnaire. Il développera une politique de rassemblement afin de poser les exigences d'une véritable transformation sociale.

« Vivre, produire et travailler autrement » exprime cette volonté : le type de croissance, la nature de la production, les luttes contre le nucléaire, la remise en cause de la hiérarchie, la lutte pour le pouvoir à la base, telles sont les principales questions sur lesquelles les forces autogestionnaires doivent intervenir activement.

Le PSU s'adresse à tous les militants du courant autogestionnaire, des mouvements et groupes écologistes, des mouvements nationalitaires... pour définir ensemble les bases de ce rassemblement. La campagne électorale peut être un moment important permettant au courant autogestionnaire d'affirmer son rôle et de prendre sa place. Elle doit montrer l'audience nationale des forces autogestionnaires par la présence de candidats dans la très grande majorité des circonscriptions.

C'est dès aujourd'hui que ces discussions doivent commencer tant localement que nationalement. ■

## Grenoble : halte aux provocations !

La Direction politique nationale du PSU dénonce l'attentat perpétré contre la nouvelle Bourse du travail de Grenoble, détruite en grande partie. Elle se déclare solidaire des organisations ouvrières visées sans aucun doute par l'extrême droite.

Un tel attentat, faisait suite à ceux qui ont eu déjà lieu contre l'imprimerie Venti (Rhône-Alpes) et un local de l'UNEF-Unité syndicale sur le campus universitaire, exige la plus grande vigilance de la part des organisations ouvrières ou démocratiques.

C'est bien l'outil des travailleurs et en particulier la CFDT qui est visé par un tel attentat.

Certaines forces, au sein de la

droite française, sont prêtes à utiliser tous les moyens dans la crise sociale et politique actuelle et se préparent à des provocations pour empêcher une victoire électorale de la gauche.

Il appartient à toutes les organisations du mouvement ouvrier de dénoncer l'instauration d'un climat de tension et d'organiser la riposte de masse nécessaire pour briser ces tentatives fascistes. Pour sa part, le PSU soutiendra toutes les initiatives prises en ce sens.

Le PSU exige que tout soit mis en œuvre pour aboutir à l'arrestation des poseurs de bombes dont l'identité ne doit pas être inconnue des services du ministère de l'Intérieur.

## pour un scrutin proportionnel intégral

La crise du régime se traduit aujourd'hui par une série de défaites politiques ; il est clair que le groupe Giscard-Chirac est aujourd'hui minoritaire dans le corps électoral ; certains pensent donc que le scrutin majoritaire pourrait être joué en faveur de la gauche en 1978, et en particulier en faveur du Parti socialiste. Par ailleurs, les difficultés internes à la bourgeoisie qui se manifestent au plan politique par la lutte Giscard-Chirac, pourraient redonner de l'importance aux formations centristes dans la stratégie de droite. Aussi quelques dirigeants politiques de la bourgeoisie pensent-ils à la possibilité de revenir à une forme de scrutin proportionnel, probablement limitée dans son application. L'éventualité de cette manœuvre ne doit pas cacher les aspects essentiels du problème.

1871: la Commune et Louise Michel



1971: la Nouvelle Société et Madame Soleil

## le péril européen

La Direction politique nationale du PSU met en garde les travailleurs contre le projet d'élection d'un Parlement européen au suffrage universel. Une décision historique est présentée à l'opinion comme une affaire secondaire. Le débat national est esquivé. Un vote à l'aveuglette se prépare, engageant l'avenir. L'histoire indique qu'une telle assemblée tirera de sa vaste zone d'élection et du suffrage universel les pouvoirs les plus considérables. Le chancelier Brandt la voit déjà comme une Constituante. L'article 4 de l'accord signé par les Neuf le 20 septembre 1976, et qui va être soumis à l'approbation des chambres, exclut tout mandat impératif, toute instruction donnée aux députés européens qui voteront « librement et personnellement ». C'est-à-dire que ce Parlement définira lui-même son règlement et ses pouvoirs. Les conditions de la supranationalité sont ainsi créées et elle tendra à se réaliser rapidement chaque fois que les intérêts de la bourgeoisie l'exigeront.

Dans l'Europe actuelle, où la puissance des multinationales est considérable, où la République fédérale allemande est un des premiers pouvoirs financiers du monde, et joue le rôle d'associé et délégué des Etats-Unis en Europe, les conséquences seront selon toute vraisemblance les suivantes :

### des risques précis

- le pouvoir des multinationales s'accroîtra encore, et le capitalisme d'Europe de l'Ouest, à dominante germano-américaine, se concentrera autour des nouvelles institutions ; une législation centrale, au service de ce capitalisme multinational et élaboré par lui, pourra être étendue à toute la région ;
- les secteurs les plus fragiles, notamment en France et en Italie, seront bouleversés et sacrifiés, ou restructurés autour des pôles économiques les plus puissants, notamment ceux de la République fédérale. Cette hyperconcentration, tant économique que politique, est contradictoire avec toute perspective autogestionnaire visant à rendre le pouvoir aux travailleurs à tous les niveaux de la vie économique et politique ;
- un climat de « chasse aux sorcières » tendra à se développer sur le modèle ouest-allemand ;
- une campagne convergente des forces conservatrices de toute l'Europe, de la social-démocratie allemande, et d'autres forces anticomunistes, se développera sous l'égide américaine pour saboter toute expérience de gauche en France et en Italie ;
- toute politique étrangère indépendante de Washington sera neutralisée, puis rendue impossible ;
- cette Europe tronquée subira le mouvement historique qui a présidé à la formation d'Etats fermés à partir de confédérations ouvertes. Elle tendra à se fermer sur elle-même, et les autres peuples européens qui auraient pu rejoindre un jour une Europe simplement confédérale,

seront nécessairement exclus d'une Europe faite sans eux.

La logique du suffrage universel sur une zone aussi vaste, les précisions de l'article 4 cité plus haut, excluent toute limitation durable des pouvoirs de ce Parlement. Des « garanties » purement françaises contre leur extension ne sont qu'un alibi et un camouflage. Des « garanties » internationales, négociées et ratifiées par les divers parlements — ce qui suppose un *moratoire* et une *renégociation*, donc le vote d'une *question préalable* au Parlement français, ne pourront, au mieux, que retarder ces développements.

Dans tous les cas, ce sont les élus européens qui auront le dernier mot, ce sont les coalitions nouées dans ce Parlement, les influences économiques et internationales qui y joueront, qui diront en définitive la loi. C'est pourquoi le PSU ne peut approuver la position prise actuellement sur ce problème par le Parti socialiste, ni l'éventualité annoncée par Georges Marchais de l'approbation de cette élection, dans certaines conditions, par le Parti communiste.

### pas d'urgence sauf pour la bourgeoisie

Le DPN du PSU affirme qu'il n'y a aucune urgence à prendre une telle décision, que la hâte du gouvernement ne s'explique que par la crainte du capitalisme devant la perspective de la victoire de la gauche et de l'exercice de son pouvoir. Si on veut réellement que ce pouvoir s'établisse, il est périlleux de la soumettre à une semblable menace. Il convient au contraire de tout faire pour engager un débat dans tout le pays et pour repousser la décision à une époque ultérieure, quand l'opinion sera vraiment éclairée.

Ceux qui décideraient de forcer la cadence, de provoquer ou d'accepter une décision hâtive, prendraient les plus lourdes responsabilités devant l'Histoire. ■



# LE PROFIT TUE LA VIE



## GAGNEZ UN VOYAGE...

- EN VOUS ABONNANT A TS DU 1<sup>er</sup> MAI AU 12 JUIN

- EN ABONNANT DES AMIS

au prix spécial de 70 F pour 25 numéros de 130 F pour un an

### TIRAGE AU SORT des abonnements reçus du 1<sup>er</sup> mai au 12 juin au soir.

- 1<sup>er</sup> PRIX : UN SEJOUR DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES dans le SUD PORTUGAL (Sagres) (voyage non compris)
- 1<sup>er</sup> PRIX bis : UN VOYAGE DE 8 JOURS POUR 2 PERSONNES au choix en Italie, Espagne, Algérie ou Portugal.
- 3<sup>e</sup> PRIX : 1 caisse de 6 bouteilles de Champagne
- 4<sup>e</sup> PRIX : 1 abonnement d'un an à « Critique socialiste ».
- 5<sup>e</sup> PRIX au 10<sup>e</sup> : 1 livre de la collection « Points chauds » Syros : Louviers, Lip, affaire non classée, le pouvoir à prendre, Requiem pour une médecine, etc.

### TIRAGE AU SORT des militants ayant placé un abonnement.

- 1<sup>er</sup> PRIX : 1 duplicateur
- 2<sup>e</sup> PRIX : 10 ramettes duplicateur
- 3<sup>e</sup> PRIX : 1 abonnement à « Critique socialiste ».
- 4<sup>e</sup> PRIX : 1 livre de la collection « Points chauds » Syros.

#### 1) Je m'abonne à Tribune socialiste

NOM ..... PRENOM .....

Adresse .....

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F  
CCP 6 mois 70 F

Date :

#### 2) Veuillez adresser un abonnement Tribune socialiste

à

NOM ..... PRENOM .....

Adresse .....

Ci-joint chèque bancaire 1 an 130 F  
CCP 6 mois 70 F

# appel

## pour la création d'une fédération nationale des élus autogestionnaires

En élisant, en mars 1977, une majorité de conseillers municipaux se réclamant de la gauche, les travailleurs de ce pays ont clairement répondu à tous ceux qui, depuis un siècle, ont tenté de leur expliquer que les institutions locales sont « apolitiques ».

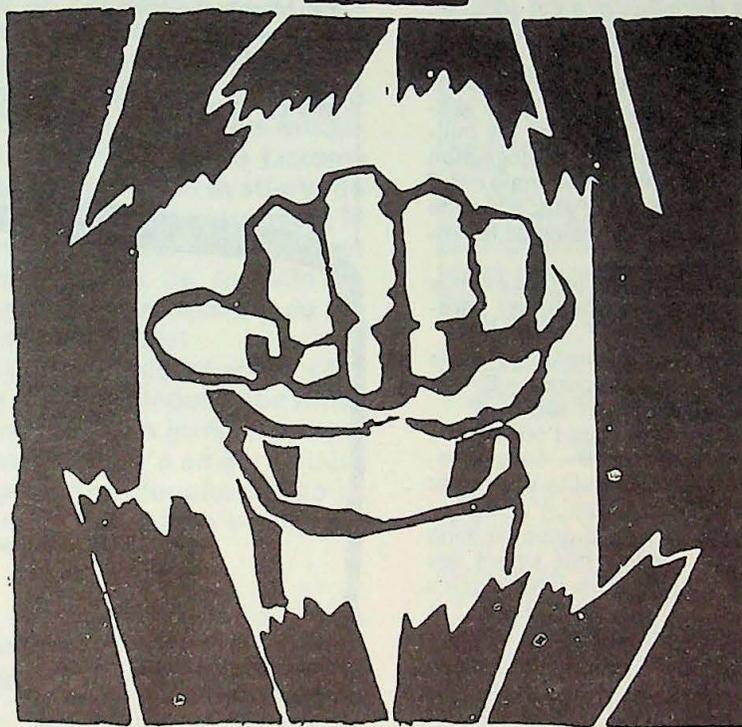
### LA CAMPAGNE EST FINIE

En portant à la mairie un nombre important de conseillers se réclamant d'une orientation et d'une pratique autogestionnaires, ils ont également manifesté leur volonté de rompre avec une conception paternaliste — de droite comme de gauche — de la gestion communale et de contrôler étroitement l'activité de leurs élus.

C'est dans cette perspective que nous appelons tous les élus résolus à mener leur mandat selon ces principes, à se rassembler au sein d'une « fédération nationale des élus autogestionnaires ».

Une telle organisation ne doit en aucun cas fonctionner comme une « courroie de transmission » de tel parti ou tel mouvement. En particulier, aucune condition d'adhésion à un parti politique n'est requise pour être admis au sein de la Fédération qui s'organise librement sans directives ni tutelle. Seule, la volonté affirmée :

● de soumettre l'exercice du mandat électif au contrôle po-



## NOTRE LUTTE CONTINUE

### les nouveaux signataires de l'appel (1)

Jacqueline Labrosse, conseillère de Saint-Quentin (Aisne); Daniel Espinat, conseiller de Tulle (Corrèze); Achard de Préville, conseiller de Louviers (Eure); Pierre Jabrin, conseiller délégué à Roanne (Loire); Bernadette Mathieu, adjointe de Langres (Haute-Marne); Roger Boucher, adjoint d'Alençon (Orne); Jean La Jonchère, maire de Malintrat (Puy-de-Dôme); André Catté, maire d'Echenoz-la-Méline (Haute-Saône); Henri Fayolle, conseiller de Saint-Symphorien-d'Ozon (Rhône); Paul Zindestein, conseiller à Soultz (Haut-Rhin); François Fouqueray, adjoint au Mans (Sarthe); Léon Duchemin, conseiller de Lillebonne (Seine-Maritime); Claude Bauchet, conseillère de Combs-la-Ville (Seine-et-Marne); Yves Corneau, adjoint de Villepreux

(Yvelines); Jacques Guillo, maire de Pierregot (Somme); François de

Chanterac, adjoint de Brens (Tarn); Claude Soury, conseiller de La Velle-

pulaire, en l'aidant au besoin à s'exprimer;

- de susciter la prise en charge par les travailleurs et les habitants eux-mêmes de la gestion de leurs affaires;
- de préparer les conditions de l'instauration en France d'une démocratie socialiste autogestionnaire;

conditionnel l'adhésion à la Fédération.

La création de la Fédération nationale des élus autogestionnaires :

- en concourant à la diffusion des idées socialistes autogestionnaires par tous les moyens (imprimés, audio-visuels) qu'elle estime appropriés;
- en assurant l'échange des expériences entre adhérents;
- en soutenant les actions locales suscitées ou appuyées par les adhérents;
- en assurant l'information et la formation des élus sur tous les problèmes les concernant; permettra de donner tout son sens et sa pleine efficacité à l'activité des élus autogestionnaires.

NOM	PRENOM	ADRESSE	TEL :
MANDAT ELECTIF	COMMUNE	Donne son adhésion à la fédération nationale des élus autogestionnaires Date et signature,	
BULLETIN A RETOURNER à la Fédération nationale des élus autogestionnaires c/o Librairie « La Beluga », 5, rue d'Arras, 75005 PARIS, tél. : 633.33.56. Un congrès constitutif de la Fédération sera organisé les 21 et 22 mai 1977.			

ron (Vaucluse); Raymond Torrent, conseiller de La Roche-sur-Yon (Vendée); Michelle Moins, conseillère de Chalus (Haute-Vienne); Etienne Gehin, conseiller de Rupt-sur-Moselle (Vosges); Georges Masshenser, conseiller de Migennes (Haute-Vienne); Gildas Le Roux, conseiller délégué à Massy (Essonne); Michel Caillot, conseiller à Sèvres (Hauts-de-Seine); Alain Ramos, conseiller au Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis); Edmond Madaule, conseiller de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne); Michel Oury, conseiller à Presles (Val-d'Oise).

(1) Une première liste de signataires a été publiée dans TS n° 736.

# entre nous pour vous

## après la DPN

Le dossier de cette semaine (pages 11 à 14) comprend l'essentiel des résolutions adoptées à la Direction politique nationale du PSU des 23 et 24 avril. TS publiera la semaine prochaine les textes qui n'ont pas été pris en considération. Les résultats des principaux votes intervenus sont les suivants :

1. **Vote sur la prise en considération d'une résolution** présentée par les camarades Benoits, Bultot, de Fornel, Feldman, Fernières, Fiant, Grobla, Guillien, Ghisoni, Korinman, Kowal, Marquis, Najman, Portman, demandant notamment la convocation d'un conseil national extraordinaire :

Pour : 15 ; Contre : 44 ; Abstentions : 16.

2. **Vote nominal sur les problèmes internes.**

Résolution présentée par Yvan Craipeau : « La DPN constate qu'un certain nombre de membres du PSU entendent constituer des « comités communistes pour l'autogestion » et s'apprêtent à rompre avec le parti. Il ne s'agit plus là d'une atteinte aux statuts, appelant une réponse statutaire. Il s'agit d'une rupture politique qui appelle une réponse politique. La DPN regrette que ces camarades se mettent volontairement hors du parti et entend garder avec eux des rapports fraternels. »

Pour : 57 : Akoun, Arno, Berger, Berthinier, Boisgibault, Bouchardeau, Chaillet, Chamblain, Craipeau, David, Demaldent, Depaquit, Servant, Duby, Etienne, Fay, Fontaine, Gentes, Gillet, Goldberg, Gollet, Jayet, Guerche, Cevennes, Guilmin, Hercet, Forestier, Jung, Laude, Lebert, Leduc, Letertre, Mas, Montaigne, Moulherat, Mousel, Nicod, Perrin, Petiot, Desmoulin, Ravenel, Regnier, Reguer, Rochebrune, Roy, Ryckeboer, Dalbert, Sanchez, Schulbaum, Soullignac, Sermet, Varague, Verdier, Vidal, Wargny, Weidmann, Cuny.

16 refus de vote : Beasse, Benoits, Bultot, Feldman, Ferrière, Fiant, de Fornel, Ghisoni, Grobla, Guillien, Kowal, Korinman, Marquis, Najman, Negre, Portman.

« Ne prennent pas part au vote » 5 : Carré, Guillet, Malherbe, Sparfel, Soto.

12 absents au moment du vote : Bourdet, Bouyol, Desideri, Galaup, Gay, Léchelon, L'hostis, Pallier, Piaget, Turquan, Picq, Pringot.

A la suite de ce vote, sur les 19 camarades représentant le courant « B » à la DPN, 15 ont décidé de suspendre leur participation à cette session (1), en joignant au projet de résolution qu'ils avaient présenté initialement (cf. ci-dessus point 1), la déclaration suivante :

« Nous avons demandé que la DPN convoque à court terme un conseil national extraordinaire. Plutôt que d'accepter cette proposition démocratique réclamée par de nombreux

militants, une motion en réalité de caractère disciplinaire a été adoptée. Nous avons, ainsi que d'autres membres de la DPN, refusé de la voter. En conséquence de quoi nous suspendons notre participation à cette session de la DPN et appelons les militants communistes pour l'autogestion du parti à l'assemblée nationale des 7 et 8 mai, convoquée à Paris, à la suite des assemblées régionales de la tendance. »

(Les 15 signataires sont les mêmes que ceux de la résolution du paragraphe 1) (2).

Les quatre autres membres de la DPN représentant le courant « B » ont présenté la déclaration suivante :

« Elus à la DPN sur l'orientation politique du courant « B », nous appelons l'ensemble des militants qui ont approuvé cette orientation à refuser la fuite dans un petit groupe ou dans l'attentisme. Quelles que soient ses faiblesses actuelles, ses limites et les incertitudes de son orientation, le PSU n'est pas prêt à devenir le satellite de l'Union de la gauche et nous sommes certains qu'il repoussera toute proposition de participer au retoilettage du Programme commun.

Il reste présentement le seul outil politique capable de promouvoir le regroupement des forces autogestionnaires révolutionnaires, nécessaire pour faire face à la crise politique et sociale qui vient. Forts de l'appui des camarades de nombreuses fédérations que reflète mal notre représentation à la DPN, nous entendons nous consacrer à cette tâche essentielle au sein du PSU.

Bouyol (Vaucluse), Craipeau (Alpes-Maritimes), Nègre (Midi-Pyrénées), Sparfel (Paris).

3. **Prise en considération des projets de résolution politique :**

● Pour le texte présenté par la majorité de la DPN : 48.

● Pour le texte présenté par Bouyol, Craipeau, Nègre, Sparfel : 7.

● Pour le texte présenté par le courant « C » : 9.

4. **Les résolutions sur l'Europe, les soldats et la représentation proportionnelle ont été adoptées à l'unanimité.** ■

(1) On voit que, contrairement à un titre du journal Libération, aucune mesure d'exclusion n'a été prise à cette DPN. Ce sont les 15 camarades de la tendance « B » qui ont pris l'initiative de quitter la séance.

(2) Le texte complet de cette déclaration qui reprend, à ce paragraphe près, le projet de résolution non pris en considération, sera également publié dans TS la semaine prochaine.

## des élus autogestionnaires, où ça ?

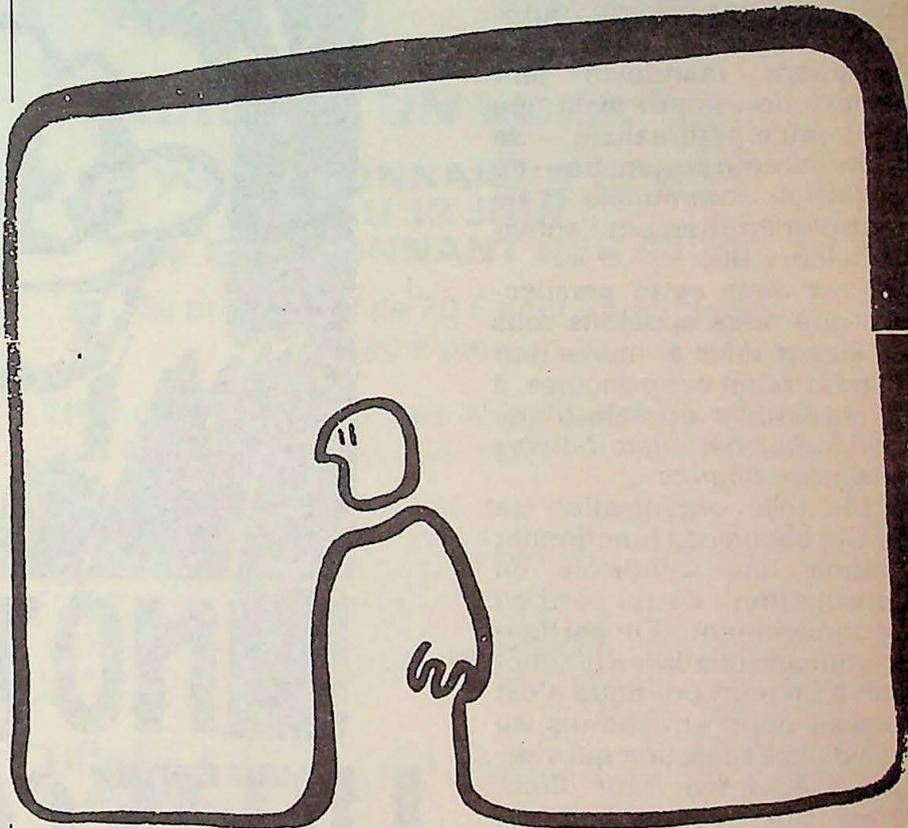
● Dans 38 villes de plus de 30 000 habitants :

Bourg-en-Bresse, Saint-Quentin, Besançon, Nîmes, Alès, Montpellier, Sète, Saint-Etienne, Roanne, Saint-Nazaire, Reims, Saint-Dizier, Roubaix, Alençon, Calais, Villefranche-sur-Saône, Le Mans, Chambéry, Le Havre, Sartrouville, La Roche-sur-Yon, Corbeil-Essonnes, Massy, Antony, Colombes, Nanterre, Sevran, Aulnay-sous-Bois, Aubervilliers, Blanc-Mesnil, Noisy-le-Grand, Rosny-sous-Bois, Saint-Denis, Fontenay-sous-Bois, Villeneuve-Saint-Georges, Choisy-le-Roi, Champigny-sur-Marne et Sarcelles.

● Dans 139 villes de 1 500 à 30 000 habitants :

Oyonnax, Saint-Laurent-sur-Saône, Marle, Charmes-la-Fère, Lamastre,

Vouziers, Romilly-sur-Seine, Vitrolles, La Penne-sur-Huveaume, Hérouville-Saint-Clair, Tulle, Sainte-Lucie-de-Tallans, Taland, Paimpol, Ploubazlanec, Plouisy, Pabu, Ploumagoar, Sarlat-la-Caneda, Thiviers, Valentigney, Baume-les-Dames, Sainte-Suzanne, Louviers, La Bonneville-sur-Iton, Morlaix, Pleyber-Christ, L'Isle-Jourdain, Lunel, Saint-Egrève, Tullins, Saint-Quentin-Fallavier, Dôle, Lons-le-Saulnier, Saint-Laurent-en-Grandvaux, Firminy, Rive-de-Giers, Le Chambon-Feugerolles, Saint-Galmier, Brioude, Sainte-Florine, Lempdes, Bouguenais, Montoir-de-Bretagne, Figeac, Saint-Lô, Sézanne, Pargny-sur-Saulx, Langres, Jœuf, Lunéville, Audun-le-Roman, Maxéville, Chaligny, Chavigny, Varangeville, Conflans-en-Jarnisy,



## L'ETAT C'EST CHACUN DE NOUS

Yutz, La Charité-sur-Loire, Hautmont, Wasquehal, Avesnelle, Aulnay-Aymeries, Roncq, Andruicq, Marmoutier, Lutterbach, Soultz, Gleizé, Saint-Symphorien-d'Ozon, Echenoz-la-Méline, Montcenis, Saint-Mars-la-Brière, Modane, Fourneaux, Meythet, Saint-Gervais, Lillebonne, Fécamp, Villeparisis, Coulommiers, Ozoir-la-Ferrière, Coupvray, Combs-la-Ville, Brie-Comte-Robert, Achères, Bois d'Arcy, Elancourt, Maurepas, Villepreux, Montdidier, Montech, Le Pradet, Velleron, Saint-Michel-Mont-Mercure, Verneuil-sur-Vienne, Chalus, Chateaufort-la-Forêt,

Neufchâteau, Rupt-sur-Moselle, La Bresse, Migennes, Cheny, Brétigny, Etampes, Verrières, Orsay, les Ulis, Epinay-sous-Sénart, Igny, Villiers-sur-Orge, Villebon, Limours, Châtillon-sous-Bagneux, Sèvres, Neuilly-sur-Marne, Neuilly-Plaisance, Joinville-le-Pont, Thiais, Villiers-sur-Marne, Boissy-Saint-Léger, La Queue-en-Brie, Bezons, Domont, Saint-Leu-la-Forêt, Saint-Ouen l'Aumône, Mériel, Presles, Ecouan, Montigny-les-Cormeilles.

● Ainsi que dans 150 communes de moins de 1 500 habitants. ■

# et pourtant elle tourne...

## cogestion à l'allemande : une mauvaise école

Le rapport Sudreau sur la réforme de l'entreprise, aujourd'hui bien enterré, vu les échéances électorales, avait relancé le débat d'idées sur la participation des salariés à la vie de l'entreprise. Faisant référence au modèle allemand de la cogestion, le rapport avait lancé la proposition d'instituer la cosurveillance dans les entreprises françaises. En effet, l'hostilité syndicale (sauf CFTC et CGC) et les réticences patronales rendent impossible toute tentative de reprise du système de cogestion (1) à l'allemande.

Mais si la France (comme l'Italie) semble rejeter cette perspective, on ne peut nier que la cogestion progresse en Europe du Nord : Pays-Bas, Norvège, Suède et Danemark avec des modalités diverses sont venus s'ajouter à l'Autriche et au Luxembourg sur la liste des pays industriels pratiquant un système de cogestion. De plus, on ne peut ignorer qu'au niveau européen, le projet de statut de la société anonyme européenne fixe dans son préambule des principes directement inspirés du modèle de cogestion. Il y a donc une incontestable progression de ce modèle au sein du mouvement syndical européen.

Paradoxalement, le système est aujourd'hui de plus en plus contesté là où il est né il y a vingt-cinq ans : en République fédérale allemande. Un quart de siècle de cogestion a intégré au système capitaliste la classe ouvrière allemande et l'a en partie désarmée. Les effets de la crise provoquent une douche froide et certains secteurs du syndicat DGB commencent à s'interroger sur les bienfaits de ce modèle.

Pour comprendre ce cheminement, il faut remonter à l'Allemagne occupée de l'après-guerre. En 1945, les Alliés souhaitaient une décartellisation de l'industrie allemande ; les patrons des « konzerns », déconsidérés par leur collaboration avec le nazisme, souhaitent au maximum éviter une vague de nationalisations sur le modèle français ou italien. Sous l'influence des travaillistes, alors au pouvoir en Grande-Bretagne, sont créés dans les industries minières et sidérurgiques allemandes de nouveaux organes de direction des entreprises où siègent des représentants des salariés. Le système est donc imposé par les occupants ! Le patronat allemand, tout heureux de ne pas être exproprié, accepte cet état de fait. La cogestion concédée pour échapper à la nationalisation : on ne peut aujourd'hui l'oublier !

Mais l'Allemagne d'Adenauer n'est pas seulement celle de la reconstruction. Elle est aussi celle de la « restauration » du pouvoir de la bourgeoisie. Dès 1951, le patronat allemand tente de s'opposer à la volonté du syndicat DGB, d'obtenir la légalisation du système de cogestion qui n'a qu'une existence de facto. La DGB, appuyée sur les puissants syndicats des mines, et de l'IG Metall menace de paralyser le pays et obtient de haute lutte le vote des lois de mai 1951 et octobre 1952.

En fait, ce qui est alors présenté comme une grande victoire des ouvriers allemands mérite examen. On découvre alors que ce n'est qu'une cogestion peau de chagrin dans laquelle la DGB, insérant le syn-

dicalisme dans la collaboration de classe va s'engluer. Le patronat, reconnaissant, lui accordera le statut d'une « puissance » au sein du système, payant ainsi fort bon marché les années de « paix sociale » qui

### comment fonctionne l'entreprise cogérée ?

#### La cogestion qualifiée (loi de 1951)

Applicable aux sociétés des secteurs minier et sidérurgique de plus de 1 000 salariés. Les organes de direction sont :

● le conseil de surveillance (11 membres) : 5 membres désignés par les actionnaires ; 5 désignés par les salariés, dont 2 (1 ouvrier + 1 employé) élus par le conseil d'entreprise avec l'accord du syndicat, 2 désignés par le syndicat en accord avec la section de l'entreprise (1 représente le DGB, l'autre la fédération professionnelle) et 1 désigné par le DGB extérieur à l'entreprise ; enfin 1 membre « neutre », nommé de commun accord par les autres membres, a un rôle d'arbitre.

● le directoire (3 membres) : il est désigné par le conseil de surveillance, et comprend un directeur du travail qui doit recueillir la majorité des voix des membres ouvriers du conseil.

#### La cogestion restreinte (loi de 1952)

Applicable à toutes les sociétés employant plus de 500 salariés et,

consolidèrent le « miracle allemand » des décennies 1958-1970.

### la reculade de 1976

Le syndicat de la chimie relance après son congrès de 1965 la revendication pour l'extension de la cogestion paritaire à tous les secteurs industriels. Connu sous le nom de « projet Brandt » et intégré au programme SPD, il est voté par le Bundestag le 1<sup>er</sup> juillet 1976. Là aussi, l'avancée triomphale du pouvoir des travailleurs n'est pas celle qu'on décrit trop souvent. Le SPD doit accepter, pour prix de son alliance électorale avec le parti libéral FDP, des concessions de taille : sous le couvert d'un pseudo-paritarisme, on accorde le dernier mot aux représentants du patronat ; et l'on dessert les syndicats par les modalités d'élection au conseil de surveillance qui reconnaît à la catégorie des cadres un représentant distinct — tant pis pour l'unité de représentation syndicale des salariés ! Sur tous ces points, la loi de 1976 est un recul manifeste. Le patronat allemand a su rattraper certaines des concessions qu'il avait dû faire 25 ans plus tôt. Et ceci, alors que la social-démocratie est au pouvoir !

### l'affaire des technocrates syndicaux

L'opération s'est faite sans bruit excessif : ce quart de siècle a réellement permis l'intégration de la large majorité de la classe ouvrière allemande. L'entreprise a cessé d'être le lieu du conflit social. La pratique de la cogestion crée un bon « esprit de boîte » tel qu'en rêveraient les tenants des relations humaines aux USA. Les représentants des salariés au conseil de surveillance ont pro-

gressivement oublié toute conscience de classe et sont devenus surtout sensibles à la bonne rentabilité de l'entreprise. Même ancien syndicaliste, un directeur du travail membre du directoire acquiert à la longue une mentalité de dirigeant. La cogestion est l'affaire de technocrates syndicaux qui prennent des décisions *au nom* des salariés plus qu'avec leur accord effectif après un débat démocratique. La cogestion a instauré une démocratie déléguée, médiatisée par la bureaucratie DGB et qui ne laisse aucun pouvoir direct de citoyenneté économique, sinon formel, au salarié de l'entreprise. A la différence de l'autogestion, la cogestion n'a pas donné le pouvoir à des organes de base des travailleurs. Le pouvoir reste « en haut ». Il suffit de discuter avec des travailleurs allemands pour se rendre compte de leur désintérêt pour le fonctionnement des organes de pouvoir dans l'entreprise.

### le « modèle » craque

Bien sûr, la DGB est responsable de cet état de fait. Pour elle, la cogestion est le système qui lui a assuré une force contractuelle sans égale en Europe, non un moteur de transformation sociale. Certains secteurs de la DGB, mal à l'aise, ont avancé en 1971 un projet de cogestion de l'économie, qui dépasserait enfin le seul cadre de l'entreprise. Car l'environnement capitaliste fait peser sur l'entreprise des contraintes telles que celle-ci ne peut réellement décider ni des choix d'investissement alternatifs, ni du statut de la propriété de l'entreprise, ni de la finalité de l'entreprise. La cogestion isole l'entreprise dans le système capitaliste et emprisonne les représentants des travailleurs dans sa logique de profit. De ce carcan, les travailleurs allemands ne sont pas près de sortir.

Toutefois des oppositions apparaissent : listes d'opposition à Opel-Bochum ou à Daimler-Beinz (avec un certain succès), grèves « illégales » dans l'imprimerie sont les signes d'un certain craquement du « modèle ». C'est qu'on attribue au bienfaits de la cogestion le bon niveau de l'emploi ; or la « crise » crée depuis 1975 un chômage important. Les travailleurs admettent de plus en plus mal les contraintes de cette paix sociale, rançon inévitable du « modèle », de même qu'ils supportent de plus en plus difficilement la confiscation de la vie démocratique par les dirigeants de la DGB (décrets d'incompatibilité excluant de la DGB les militants progressistes).

Il y a bien un paradoxe : au moment où le « modèle » allemand fait école à l'étranger (y compris en Grande-Bretagne comme l'a montré le récent article de C. Vancour sur le rapport Bullock dans TS n° 736), il connaît une timide remise en cause en RFA même. La cogestion a 25 ans, mais elle a peut-être mangé son pain blanc !

Alain CHATAIGNIER ■

(1) Cogestion : participation institutionnelle des travailleurs ou de leurs représentants au fonctionnement et aux résultats concrets des processus de décision dans l'entreprise. Elle s'exprime par le droit de vote des représentants des salariés dans les organes de direction.

# Portugal : la révolution en panne

De notre envoyé spécial Bernard Ravenel

**Revoir Lisbonne, trois ans après le coup d'Etat du 25 avril qui renversa la vieille dictature salazariste, c'est d'abord revoir les murs, les graffitis, les bombages, les affiches. Car les affiches sont restées, mais usées par le temps, défraîchies, délavées. Des mains anonymes en ont arraché des lambeaux : on gratte les croûtes de la révolution agonisante. Agonisante ? Mais il y a aussi la résistance, plus ou moins passive, de ceux qui n'ont pas renoncé. Pour eux qui ont participé activement au « processus » c'est à la fois le temps des bilans — critiques — et le temps de la redéfinition et de la recomposition politique.**

La situation économique n'a rien de rose. Comme me le souligne Lopez Cardoso : « Désormais la crise est entrée par la porte, dans la maison des travailleurs ».

Nettement accru après le 25 avril, le pouvoir d'achat des travailleurs s'est tant bien que mal maintenu jusqu'à ces derniers mois. Mais aujourd'hui, l'inflation est telle par rapport aux revenus que le recul commence. 1976 : 30 % d'inflation, 15 % d'augmentation des salaires ; prévision 1977 : respectivement 40 % et 15 %. Les réserves accumulées par l'administration salazariste sont quasi épuisées et la dette extérieure atteint un taux record : 30 % de la valeur de la production intérieure brute. Le nombre de chômeurs atteint 450 000, soit 15 % de la force de travail. Le déficit de la balance des paiements s'approfondit, partiellement comblé par des emprunts extérieurs qui aggravent la dépendance du Portugal vis-à-vis de l'étranger.

C'est dans ce contexte très difficile que doit « opérer » le gouvernement socialiste monocolor.

Difficile d'abord pour le capitalisme : la charte de Caetano, c'est aussi la fin d'un système d'accumulation du capital fondé sur de très bas salaires, sur l'exploitation des colonies, et sur une forte protection contre la concurrence étrangère. Maintenant c'est terminé. Le capitalisme doit trouver « autre chose » pour revivre, c'est-à-dire pour dégoutter de nouvelles sources de profit. Et ce, alors que les travailleurs portugais ont imposé la constitution d'un secteur public industriel et bancaire et une profonde réforme agraire. En outre le capitalisme mondial n'a plus les mêmes capacités de manœuvre qu'avant 1974. Or au Portugal, du fait même du système protégé antérieur, il n'y a pas, ou plus, de vrais « capitalistes-entrepreneurs ».

L'alternative est donc simple, sur le papier du moins ! Ou l'on opte pour le renforcement des acquis de la révolution, assurant la construction d'une économie dans l'intérêt et sous le contrôle des travailleurs ; ce choix suppose une politique économique fondée sur la planification et sur des mesures sévères qui doivent d'abord peser sur les titulaires de hauts revenus ; ce serait l'amorce de la transition vers le socialisme.

Ou l'on s'oriente dans le sens d'une renaissance d'une économie de marché, ouverte sur l'extérieur pour accueillir les investissements étrangers. C'est le choix du Parti socialiste portugais. Solution qui se veut défensive face à la contre-attaque de la bourgeoisie intérieure et face aux pressions de l'impérialisme. Or, du fait de ses appuis sociaux, le PS n'arrive pas à une politique cohérente que le rapport des forces à l'intérieur et à l'extérieur oriente de plus en plus à droite.

Les mesures concrètes le prouvent. Pour résoudre — en fait pour ajourner — les problèmes de la balance des paiements le gouvernement a dû recourir au Fonds monétaire international ; or ce FMI, dominé par les Etats-Unis et la RFA, oblige le gouvernement par ses conseils — qui sont des *conditions* — à suivre une certaine politique économique et dicte la *totalité* de la politique du crédit de la Banque du Portugal en ce qui concerne les investissements productifs. Politique évidemment conforme aux objectifs permanents du FMI et de la Banque mondiale : administrer un système de paiements qui garantisse la plus grande liberté des échanges — de marchandises et de capitaux — et assure le renforcement des diverses économies capitalistes par leur intégration croissante dans le marché mondial. On est fort loin du socialisme ! Conséquences, pour les travailleurs, de ces exigences ? La valeur de la force de travail des Portugais baisse sur le marché mondial, les salaires réels chutent notamment après la dévaluation imposée de l'escudo, le secteur industriel nationalisé est remodelé pour servir de liaison entre l'économie portugaise et le capitalisme international, les aspects anticapitalistes de la réforme agraire sont liquidés au nom d'un effort de modernisation, de productivité et de restructuration qui vise à insérer l'agriculture du pays dans le marché mondial.

## des projets de transition... au capitalisme

Cette politique économique imposée de l'extérieur détermine les débats politiques centraux de l'heure. Cinq projets de loi sont proposés à

l'Assemblée de la République : ils portent sur la délimitation entre secteur public et secteur privé et Joao Cravinho, ministre de l'Industrie du quatrième gouvernement, celui-là même qui « fit » les nationalisations, estime que « c'est un débat décisif » ; sur le droit de grève ; sur les associations syndicales ; sur les licenciements et enfin sur la réforme agraire. Ces projets ont un seul objectif : assurer la transition... au capitalisme, au détriment des conquêtes ouvrières et paysannes.

## une nouvelle gauche socialiste ?

Le revirement n'est pas sans conséquence sur le PS même : les militants ouvriers sont démobilisés, l'électorat boude (600 000 voix de moins aux municipales). La direction du PS, mesurant sa faiblesse, intime aux militants du PS et à ses responsables syndicaux de quitter l'Intersyndicale tandis que la gauche du PS cherche des moyens d'expression autonome. La création, par Lopez Cardoso et ses amis, de l'association culturelle « Fraternité ouvrière » a galvanisé un courant militant significatif et qui commence à intéresser beaucoup de monde au PS mais aussi dans l'extrême gauche, au PC, chez les militaires, chez les indépendants de gauche... Mais on prend garde à ne pas renouveler l'erreur de la scission du FSP.

Pendant ce temps, la direction du PS, où Soares semble perdre sa traditionnelle position d'arbitre, sombre dans un anticommunisme vulgaire : que dans une réunion publique, le ministre de l'Agriculture, Barreto, soit chahuté par des militants communistes, télévision et presse écrite déclenchent une gigantesque campagne anticommuniste sur le thème : « les assassins de la liberté... » qui oblige Cunhal à désavouer des troupes dont la perspicacité politique n'est pas toujours, il faut l'avouer, le point fort.

Le Parti communiste a en effet du mal à évoluer. On s'en remet à Cunhal pour l'y aider. Un signe ? Il orga-

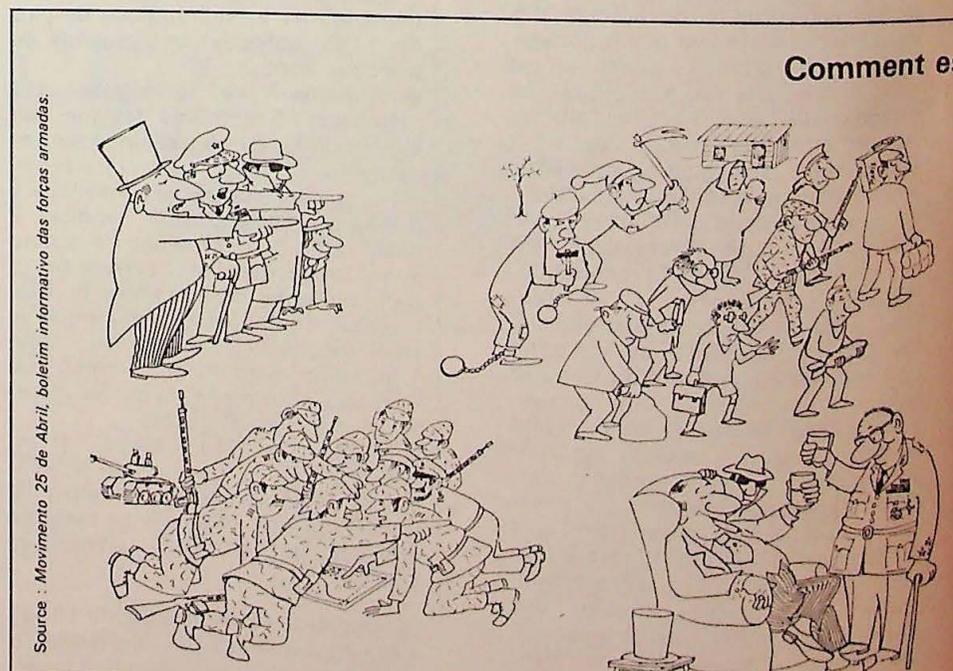
nise une conférence sur la situation économique où, pour la première fois, des camarades extérieurs au PCP pourront s'adresser librement à 1 000 délégués du parti. C'est que le PCP s'inquiète de la détérioration de la situation économique, sociale — la petite bourgeoisie vire à droite — et politique. Il n'a aucune envie qu'un coup militaire de droite l'oblige à retourner à la clandestinité.

## y-a-t-il un danger fasciste ?

Freitas de Amaral, leader légaliste du parti de droite (CDS), s'est récemment inquiété de la montée des forces antidémocratiques dans l'armée. Il était bien placé pour le savoir, lui qui est à la tête d'un parti qui en abrite bon nombre. D'une réunion (clandestine, mais tout finit par se savoir au Portugal) de militaires de droite, en mars, deux courants se sont dégagés : l'un, représenté par le général Bettencourt-Rodriguez, un authentique fasciste qui fut le dernier gouverneur de Guinée-Bissau, se prononce pour un coup de force à court terme qui obligerait Eanes à suivre — ou à se démettre. L'autre courant, plus « modéré », animé par le lieutenant-colonel Soares Carneiro qui commande le régiment d'infanterie d'Abrantes, préférerait manipuler Eanes en douceur pour en faire un instrument docile. Danger de coup de force donc ? La perspective en semble cependant peu probable à court terme. Si l'armée compte des chefs de droite, elle comporte encore beaucoup de cadres moyens très peu tentés par l'aventure.

## le PS, rempart de la démocratie !

Devant l'instabilité actuelle d'une politique unitaire de gauche, devant la perte d'initiative de la part des masses populaires (malgré le renforcement positif, dans un sens unitaire, du syndicat) et devant l'hégémonie accrue de la droite militaire, on en vient à ce paradoxe : le gouverne-



## sommet franco-africain : l'avènement des « médians »

Deux jours et trois séances plénières pour vingt pays représentés : le sommet franco-africain de Dakar fut une affaire rondement menée. A vrai dire, il s'agissait moins de débattre de dossiers, ou de prendre des décisions que de se réchauffer en famille — que de fêter, en quelque sorte, des retrouvailles... Pourtant, cela s'annonçait mal ! Si l'on ose dire, l'« opération Zaïre » est tombée à pic ; d'aucuns prétendraient même qu'elle fut moins imprévue qu'on l'eût cru. En tout cas, son succès explique le regain de prestige et de confiance dont a bénéficié le président français auprès de ses partenaires, et du climat euphorique qui a prévalu à Dakar.

Il y a deux ans, en effet, lors du sommet de Bangui, Giscard, flanqué alors d'Abelin et de Fourcade, avait tenté d'imposer un nouveau style à la coopération. Il s'agissait de rompre avec des méthodes dépassées, « à la Foccart » : finis le sentimentalisme gaullien, les magouilles à la petite

ment PS apparaît, dans le moment présent, comme l'unique alternative démocratique ! Tout ce qui se situe à sa gauche — le PCP, le MSU, le MES, l'UDP — n'a pas envie de voir tomber le gouvernement.

La question qui se pose est de savoir quelle tactique politique utiliser pour restructurer le bloc anticapitaliste, profondément lézardé par la politique du PS. Deux directions semblent se dessiner : une direction syndicale qui construirait une sorte d'alternative syndicale à la politique économique du gouvernement — mais il y a en même temps une poussée de la droite, du PSD surtout dans les syndicats (les employés de banques par exemple) ; et une direction

politique qui envisagerait de regrouper les antifascistes autour d'un programme de défense de la légitimité constitutionnelle, et dont l'objectif économique serait d'assurer l'hégémonie du secteur public — en dernière analyse, un programme de défense démocratique articulé sur la défense des conquêtes révolutionnaires.

Ainsi l'ennemi est bien identifié : c'est le patronat et c'est le fascisme. Il semble bien qu'aujourd'hui cette tactique soit la seule qui puisse permettre, à terme, une recomposition des forces sociales et politiques dans un sens favorable aux travailleurs.

Bernard RAVENEL ■

Ainsi, sans lever le petit doigt, on avait laissé tomber Diiori Hamani au Niger, puis Tombalbaye au Tchad, malgré la présence de l'armée française. Ce tournant, ce changement de méthodes et de style ne manquèrent pas d'inquiéter les dirigeants de l'Afrique dite « modérée »... Le désenchantement, l'amertume, la rancune suivirent. D'autant plus, qu'austérité oblige, les crédits et le personnel d'assistance technique ne tardèrent pas à se réduire sensiblement.

### l'histoire au galop

Et puis, l'Histoire s'était mis à galoper sur le continent : l'empire portugais s'effondre laissant place à des régimes progressistes ; la forteresse blanche d'Afrique australe subit les premiers coups durs : l'URSS se fait beaucoup d'Etats amis au long de la mer Rouge. Quant aux Etats-Unis, après le retrait du Vietnam, après la victoire du MPLA en Angola, ils se montrent peu soucieux d'intervenir...

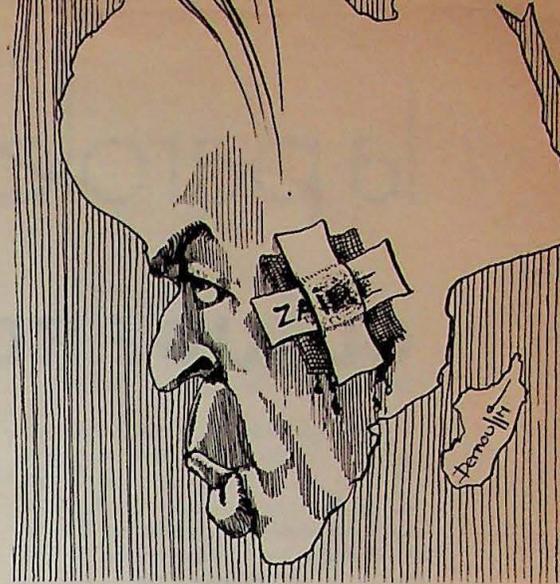
L'Afrique francophone, par la voix de ses « sages » (du moins, ceux qui restent en selle : Houphouët, de Côte-d'Ivoire ; Senghor, du Sénégal) exprime son anxiété, son impatience, son irritation : la France est-elle toujours la France ? Tard, mais au bon moment, Giscard répond enfin : il intervient au Zaïre contre « l'agression étrangère »... Avec éclat, il renoue ainsi avec la tradition de l'intervention directe, de la coopération « tout terrain », sans scrupules déplacés... Il retrouve un ton, un langage qui siéent aux dirigeants africains.

### bien des possibilités et des maquillages

De cette opération et du sommet qui suivit, chaque partie se réjouit : ● Les hommes au pouvoir en Afrique savent qu'ils peuvent compter sur la France pour intervenir, en vertu d'accords de défense, en cas d'« agression » ou de « sécession »... Ce qui ouvre le champ à bien des possibilités et des maquillages : qui fera la différence entre une sécession « ethnique » ou un soulèvement populaire, une guérilla contre un régime néo-colonial ? Quant aux « agressions étrangères », ce qui se passe aujourd'hui au Zaïre est assez éloquent.

Par ailleurs, la France se voit renforcée dans son rôle de formation, d'encadrement, de contrôle, des armées africaines. Pour chaque régime en place, c'est une protection non négligeable : on sait aujourd'hui que l'armée constitue la principale force organisée et équipée, capable de renverser un gouvernement sans assises populaires. De plus, le projet d'une armée inter-africaine, évoqué à Dakar, fait son chemin.

● Du point de vue de Giscard, l'opération au Shaba, tout compte fait, a reçu un accueil favorable de l'opinion française (on a les raids d'Entebbé qu'on peut...), et la gauche parlementaire, c'est le moins qu'on puisse dire, est restée très discrète... La France vient de réaffirmer son rôle prépondérant en Afrique, au regard des Africains eux-mêmes aussi bien que des occidentaux. Senghor va jusqu'à proposer un « Commonwealth franco-phonie »...



Enfin, en prenant pied au Zaïre, jusqu'ici chasse gardée des Belges et des Américains, Giscard poursuit l'extension néo-coloniale ; et ce n'est pas une mince affaire... Comme on le répète à l'envie, le Congo de Mobutu est le deuxième pays francophone du monde et il recèle des richesses fabuleuses : cuivre, uranium, cobalt... Cela vaut bien d'assurer sur son trône, encore pour un temps, un des potentats les plus corrompus d'Afrique.

### magie verbale, mystification

« Nous devons unir nos destins afin de créer cette voie médiane nécessaire à l'épanouissement de nos peuples et de nos cultures : la voie médiane pour les continents médians de l'Europe et de l'Afrique »... Magie verbale, mystification à laquelle se laissent prendre ceux qui le veulent bien... Ce discours, cette nouvelle formule ont séduit à Dakar et feront long feu.

Désormais, l'indépendance, la neutralité, le non-alignement passeraient par le resserrement des liens avec l'Europe ; par Paris interposé... Les ennemis sont clairement désignés : ce sont les super-puissances : les USA et, surtout, l'URSS.

Comme cela devient confortable ! Plus de faux débats, de faux combats entre ex-colonisateurs et ex-colonisés, entre néo-colonisateurs et néo-colonisés... Non. C'est la lutte des « médians » eurafricains contre les « super-grands » qui commencent...

René LANARCHE ■

né le 25 avril



vient de paraître aux éditions Syros

Luttes ouvrières et libération en Afrique du Sud

BRIGITTE LACHARTRE



Syros

198 pages 29 francs

# la parole à...

CLAUDE ROY :

# L'AUTOGESTION...

Claude Roy, né à Paris en 1915. Le 28 août. Poète, romancier, mémorialiste, journaliste... Bref, une passion : celle d'écrire. Etil écrit avec un rare bonheur, qui le range juste au-dessus de ceux dont on dit qu'ils ont du talent. « La littérature me semble être une manière d'être », a-t-il écrit. Ce qui est sûr, c'est que sa manière d'être ne sent pas la littérature. Celui que nous avons rencontré pour une longue conversation, dont nous livrons à nos lecteurs quelques ex-

**T.S. :** *Somme toute* : c'est le titre de votre dernier livre. Un titre qui met un point final ?

**Claude Roy :** *Somme toute*, cela signifie : voilà où j'en suis. Ce n'est pas un point final, c'est un point de suspension.

**T.S. :** Et vous en êtes où ?

**C.R. :** Eh bien, quand je fais le bilan, je vois dans le petit parcours d'une vie un certain nombre de progrès qui sont sensibles, mais toujours remis en question. Par exemple, il me semble que le grand progrès de la vie d'un homme de mon âge, c'est d'avoir pu assister à une incrédule généralisée ; au développement d'un esprit critique vis-à-vis des valeurs et notions qui, lorsque j'avais quinze ans, étaient généralement parfaitement admises.

la croyance,  
c'est le chiendent...

Aujourd'hui, il y a une incrédule généralisée, et c'est la chose qui me

crédulité se développe... Dieu merci !

**T.S. :** Vous faites partie d'une génération qui se reproche d'avoir été crédule. Crédule en politique ?

**C.R. :** La crédulité politique est évidemment plus visible, mais nos aventures — je parle pour une grande partie de ma génération — nos aventures politiques participaient d'un champ beaucoup plus vaste. Notre crédulité s'étendait à bien d'autres domaines. On avait besoin de dogmes, de pouvoir, de puissance — dans tous les sens du terme : la puissance des idées qui n'étaient en fait que des *idéologies* — et j'emploie le mot dans son sens le plus péjoratif. Mais tout cela se répercutait dans tous les domaines. Cette croyance que j'ai eue en un appareil, qui ressemblait à un appareil orthopédique (je m'en rends compte aujourd'hui), une prothèse faite pour redresser les faiblesses de l'humanité, notre dos trop souvent courbé, était une croyance qui s'étendait à bien d'autres domaines. Aujourd'hui, évidem-

les Etats forts prédominent encore partout et où tous les dogmes (politiques, religieux...) sont encore reçus par des millions de fidèles. Je ne peux donc pas pavoiser — ni pour l'espèce humaine, ni pour moi en particulier. Je crois, cependant, qu'il y a des petits progrès : comme une espèce de mouvement qui pointe son nez de temps en temps — de la façon la plus confuse. L'octobre polonais, le printemps de Prague, Budapest, Mai 68, ce qui se passe en Italie, tout cela prouve bien que, par secousses, il y a quelque chose qui lutte contre la lourde chape de plomb qui nous recouvre encore. Le seul pari historique que je puisse faire pour ces mouvements, c'est qu'ils iront en s'affirmant, en se concrétisant afin de devenir majeurs.

**T.S. :** A quoi pensez-vous en particulier ?

**C.R. :** La remise en question — il faut se méfier du mot « contestation » apparaît partout : cela va des grèves sauvages aux mouvements contenus à l'intérieur même des dogmes et des pouvoirs établis... Le dogme n'est plus reçu littéralement, il est interprété *symboliquement*. La plupart des chrétiens aujourd'hui n'ont plus la foi de l'« agenouillez-vous, abêtissez-vous » que ceux d'hier pratiquaient de façon constante. Aujourd'hui, ces hommes d'Eglise remettent tout en question. Il en va de même pour la politique, où nous avons l'exemple frappant de l'euro-communisme. Les gens — chrétiens et communistes — que j'ai connus il y a quarante ans, s'ils sont demeurés ce qu'ils étaient, ne vivent plus la religion ou la politique de la même façon...

les jeunes communistes :  
de jeunes loups  
dynamiques

**T.S. :** On parle souvent de votre génération comme de celle qui a été broyée. Est-ce aller trop loin ?

**C.R. :** Non, ce n'est pas aller trop loin. Personnellement, je ne me sens pas « broyé » parce que je vis toujours ; mais il y a eu autour de moi suffisamment de cas tragiques pour accepter ce terme de « broyés ». Entre un jeune homme d'aujourd'hui qui adhère au Parti communiste et un vieux camarade qui, s'il n'est pas broyé est de toute façon terriblement marqué, il existe une différence de tonus vital qui est énorme. Mais il y a surtout une différence d'investissement. Les jeunes communistes que je rencontre son souvent des « jeunes loups dynamiques », des cadres qui veulent une société en ordre, juste et

rationnelle — et qu'elle fonctionne. Ces gens-là ne pourront pas être broyés car ils n'ont investi qu'un besoin d'ordre et de structure solide dans une aventure strictement temporelle. Il est évident que pour la génération à laquelle j'appartiens, c'a été un engagement « spirituel ». On y avait tout investi, et plus dure a été la chute... Le jeune communiste de 77 qui entre au Parti ne perdra pas sa raison de vivre si l'aventure qu'il a tentée échoue. Il passera à d'autres exercices. Il se convertira (et le mot a son importance) plus facilement à autre chose que le vieux clerc du communisme qui, si souvent, une fois « détroqué » n'a plus rien.

la gauche critique :  
ce n'est pas celle  
des appareils

**T.S. :** Que dites-vous à un jeune garçon qui vient vous trouver pour vous dire qu'il adhère au Parti.

**C.R. :** Je lui dis : « Vas-y mon gars... ». Mais je ne vous ferai pas une révélation en vous avouant que je n'ai pas une vive confiance en l'avenir socialiste de l'humanité grâce au Parti communiste — ni en l'avenir socialiste de la France grâce au PCF. C'est tout le problème de la délégation de pouvoir : j'ai lu, comme tout le monde, le *Programme commun*, et je n'attends pas comme une apothéose l'arrivée de la gauche au pouvoir ; tout commencera à ce moment-là et rien ne sera facile ou gai. Mais il ne faut peut-être pas « décourager Billancourt » ?

Il y a aussi, une gauche critique. Elle n'est pas celle des appareils ; les appareils restent tout-puissants. Bien entendu, ils ont laissé de côté des termes tels que : « dictature du prolétariat »... Mais la *Représentativité* reste un de leurs dogmes — et c'est un dogme que je nie catégoriquement. Ce terme de représentativité entraîne la fameuse formule : « Le parti de la classe ouvrière » ; or je ne crois pas du tout que le Parti communiste soit le parti de la classe ouvrière. Le problème, c'est que, s'il arrive demain au pouvoir, il va s'instaurer comme *Le parti de la classe ouvrière* — avec, certainement, moins de sacralité que dans le temps, mais quand même...

**T.S. :** Quelle est votre position à l'égard du PSU — et de cette sorte de « mouvance autogestionnaire » qu'il s'emploie à promouvoir ?

**C.R. :** L'idée de l'autogestion est juste, à condition qu'on précise clairement ce qui sera autogéré... Le projet autogestionnaire pourrait ouvrir



Photo J. Robert

rend le plus heureux : on n'accepte plus, à présent, des idées reçues ou des valeurs « consacrées » qui n'étaient pas mises en question de mon temps. Mais, en même temps, c'est perpétuellement remis en question et on a l'impression que ça avance avec des lacets, des détours... Aujourd'hui, la mode, c'est plutôt la Foi... On se dit alors que la croyance est dure à déraciner, que c'est un chiendent qui repousse tout le temps ; mais, au fond, il me semble que l'in-

ment, j'ai tendance à repousser tout appareil orthopédique, qu'il soit politique, théorique... Je crois que les hommes font leur Histoire et qu'il faut la leur laisser faire. Vouloir faire avancer l'humanité à marche forcée est criminel.

**T.S. :** Vous estimez-vous définitivement « guéri » ?

**C.R. :** Dire que l'on est « définitivement guéri » de ses maladies c'est s'avancer beaucoup... Je vis encore dans une société, sur une planète, où

# FENETRE SUR MON IDEAL

traits, est bien un être entre parenthèses. Guéri de l'absolu, affranchi des dogmes, seul avec sa solitude, mais non désabusé, Claude Roy parle de lui-même — au fait de qui parler sinon de soi ? —, de sa génération, de ses illusions, de ses espoirs aussi. Le tout avec cette gentillesse qu'on lui sait, dont on lui a fait parfois reproche et qui est sa manière à lui de témoigner d'une obstination à demeurer se-rein. ■

une fenêtre sur mon idéal historique que je ne verrai pas réalisé : l'autogestion généralisée. Je crois que l'humanité arrivera à cette démocratie totale.

Les masses ne sont pas encore arrivées à cette notion. Quand on parle d'autogestion, en ce moment, les gens vous répondent : « Autogestion ? Comment, pour quoi, pour qui ? ». Ils ont, à l'égard de ce projet qui est le nôtre et qui me semble le plus rationnel et le plus juste, une certaine méfiance parce qu'ils savent que l'on peut faire passer sous ces termes des tas de contrefaçons. Ils n'y croient pas. Mais, dans les moments — ô forts brefs — de l'Histoire où on leur laisse la parole, c'est l'appel à cette notion qui transparait clairement. Ce qui s'est passé concrètement à Budapest, c'est la renaissance tout d'un coup (je n'aime pas le terme spontanéité) et par les prolétaires eux-mêmes, de conseils d'ouvriers où ils commencent à s'occuper eux-mêmes de leurs propres affaires, en envoyant ailleurs l'appareil du parti et les appareils syndicaux...

**le PSU? je me retrouverai toujours dans le combat avec des copains de ce parti-là**

Mais, pour revenir sur votre question, je dois dire que je développe une méfiance importante dès qu'il y a le mot de *parti* prononcé ou écrit quelque part. Les divisions multiples du PSU sont peut-être le garant d'une certaine « bonne santé ». Ce parti, dès lors, ressemble plus à une « mouvance » qu'à une mécanique. Je ne suis pas menacé d'être « broyé » par le PSU, et je me retrouverai toujours dans le combat avec des copains de ce parti-là...

**T.S. :** Vous dites que la gauche critique ne peut appartenir aux appareils...

**C.R. :** Je dirai même qu'elle ne peut pas appartenir à la gauche institutionnelle... L'attitude d'incrédulité généralisée n'est pas l'apanage de la gauche ! Il faut le préciser. Je ne crois pas que la lucidité appartienne à la gauche étiquetée « gauche ».

**T.S. :** Qu'est-ce qui vous paraît n'appartenir qu'à la gauche et créer, ainsi, son devenir possible ?

**C.R. :** Les notions de démocratie, d'autogestion et de pouvoir des hommes sur leur propre vie sont des notions de gauche. Mais, beaucoup de gens qui ne se disent pas de gauche — qui ne se savent pas de gauche —, ont des sentiments, des idées et des aspirations qui sont de gauche ; dans leur propre domaine,

tout d'un coup, ils luttent contre un appareil, une hiérarchie ou un système autoritaire qui les entrave.

Dans le village où je passe une grande partie de ma vie, les paysans qui, pour la plupart, votent « à droite », vous donneront, dès que l'on parlera de la coopérative locale et de son fonctionnement, des idées très à gauche. En revanche, combien de gens qui se disent de gauche essaient

parce que vous la connaissez bien — vous prenez une distance permanente. Pourquoi cela ?

**C.R. :** Vous avez vous-même répondu à la question. C'est, en effet, parce que je connais bien la gauche que je peux avoir l'air de me réfugier dans ce que vous appelez un « état d'âme »... Mais je contesterais ce mot même d'« état d'âme », parce que c'est un état de pratique — et non une vue de l'esprit ou bien une nostalgie — qui me fait être ainsi. Je voudrais également vous dire ceci : on n'est pas « de gauche » toute la journée ; on se surprend tout le temps à avoir — vis-à-vis de ses enfants, de la secrétaire, de bien d'autres... — un comportement que l'on taxerait volontiers de « comportement typique d'un homme de droite ». Après coup, on s'aperçoit de cela ; on se rend compte que l'on a utilisé l'argument d'autorité, par exemple, mais ce n'est qu'a-



Photo J. Robert

de gouverner et de régner par des moyens condamnés généralement pour être des moyens de droite !

La droite n'est pas la seule à manipuler les masses et les citoyens ; la gauche en manipule tous les jours.

**T.S. :** Etre de gauche, pour vous, semble être un « état d'âme ». Vous avez l'air d'investir tous vos espoirs dans la gauche, mais — peut-être

près coup. Que celui qui ne se découvre pas franchement réactionnaire à certains moments de la journée lève la main ! Non.

**être de gauche : c'est une volonté**

Etre de gauche, ce n'est pas un état d'âme ; c'est une volonté. Il y a, évi-

demment, un côté chat échaudé — mais je me méfie de ma propre méfiance, attention ! — qui peut me faire prendre une certaine distance ; mais je ne suis pas paralysé par cela. Il m'arrive toujours de me mouiller. Je ne suis pas quelqu'un qu'on n'aura jamais plus, on m'a assez souvent ! Et, après tout, tant mieux ! Se faire avoir, c'est fatigant mais ne se faire jamais avoir, c'est mortel. Je préfère dans bien des cas m'être fait avoir que n'avoir rien donné, rien risqué, rien vécu... Etre de gauche, ce n'est jamais ni facile, ni donné. Ce n'est ni une grâce d'Etat ni un état d'esprit suspendu dans les limbes et qui vous protège de tout — loin de la !

**la classe ouvrière n'a pas été dupe des grands moments d'hystérie**

**T.S. :** Ce qui est à craindre, chez les jeunes qui veulent adhérer à un parti, n'est-ce pas le fait que cette adhésion leur procure comme une espèce d'impunité vis-à-vis d'eux-mêmes ?

**C.R. :** Ce qui est à craindre, surtout, c'est le retour à un besoin de discipline, de carcan. Nous avons assisté, ces dernières années, à un phénomène de ce type avec le maoïsme français. Le maoïsme français a été à la fois un mouvement passionnel, une immense farce et, pour ceux qui en étaient spectateurs, un phénomène humoristique et sinistre. Nous avons sous les yeux le spectacle d'un recommencement. C'est ce que j'appelle « l'investissement géographique » : ç'a commencé par la grande lueur à l'Est (la Russie en 1917), puis on a vu une partie de la jeunesse de gauche chercher des lieux géographiques élus. Ils y investissaient toute leur croyance. Il y a eu, ainsi, le « socialisme algérien », la « révolution palestinienne », le socialisme cubain, les socialismes guerilleros de l'Amérique latine et, enfin, la Chine, investissement majeur. Aujourd'hui — il n'y avait donc qu'à être patient — on assiste à une débâcle incroyable... Non seulement Mao est mort, mais le dieu vivant n'est plus vivant. Il y a comme un repli stratégique sur des positions dont on ne sait pas encore très bien ce qu'elles représentent...

Mais il y a une chose qu'il est nécessaire de dire : il faut rendre justice à la classe ouvrière française : elle n'a jamais été maoïste. Elle n'est plus stalinienne depuis très longtemps et n'a jamais emboîté le pas de l'intelligentsia. Nous avons tous tendance à croire que ce qui se passe au Collège de France ou bien à *Tel Quel* reflète la pensée de la classe ouvrière ; en fait il n'y a rien de commun...

**T.S. :** Ce qui signifie ?

**C.R. :** Qu'elle n'a pas été dupe des grands moments d'hystérie. Ce n'est quand même pas mal !

Propos recueillis par  
José SANCHEZ  
et Fabian GASTELLIER ■

# les armes de la critique

## solitaires et solidaires : Kata et Anna dans *Adoption*

Arrivé en France sans grande publicité ; tourné en Hongrie sans grands moyens, il n'a l'air de rien, ce petit film que présente Marta Meszaros : *Adoption...* Il vient vers vous à pas feutrés et, soudain, vous embarque, vous entraîne, vous bouleverse. Enfin, un film de femme, un film « féminin » comme il était permis d'en rêver ; un cadeau en forme de coup au cœur.

Dans un style sobre — un « noir et blanc » plus éloquent que toutes les couleurs du monde — Marta Meszaros esquisse le portrait d'une femme. Une parmi tant d'autres qui, à quarante-deux ans, ouvrières d'usine et solitaires, déchirées entre la maison noire de silence et les bons vouloirs d'un homme marié, se trouvent confrontées à l'échec de toute relation humaine ; à l'absence de chaleur et au refus de tendresse. Qu'on soit victime de la société de consommation, qui entraîne ses esclaves dans la folie des dépenses et du luxe, ou victime de l'absurdité bureaucratique, le résultat est quelquefois le même : une solitude intense, une aliénation totale, un manque d'amour qui étouffe.

C'est de tout cela que souffre Kata, la quadragénaire de *Adoption*. Entre le dur réveil dans l'aube glaciale et l'heure de sortie où elle espère pouvoir rejoindre Joska, l'homme qu'elle aime, il ne se passe rien. Rien que l'inlassable répétition du travail à la chaîne ; rien que la succession des heures pénibles et l'impression de vivre une vie inutile, sans relief. Kata n'est, cependant, pas comme ses compagnes de travail dont le regard

s'est peu à peu résigné. Passe en elle le vent de la révolte. Politique ? Pourquoi pas : le droit au bonheur est aussi revendication politique, et c'est ce que Kata demande. Pour être réellement, pour se sentir exister, elle a besoin d'une vie près d'elle ; d'un corps qu'elle pourrait caresser au lieu de n'avoir, entre les mains, que les durs objets de bois blanc que son usine exploite. Car l'amour, nous dit Marta Meszaros, passe par toute une symbolique gestuelle : une main contre une autre main, un peignoir que l'on prête, et voilà le monde réinventé.

Cette révolte contre l'ordre établi, Kata la vit par le désir d'un enfant : le besoin de la maternité, d'abord ; l'envie d'un enfant de Joska ensuite. Mais l'homme rejette ce qui pourrait troubler son calme. Kata rencontre alors Anna, une jeune adolescente abandonnée qui deviendra sa fille, sa mère, sa sœur et son amie ; l'espace de quelques jours. Conjugaison de deux solitudes qui mène à la compréhension. Kata découvre la tendresse, la complicité, le rire. C'est la jeune fille qui apprend à vivre à la femme de quarante ans, et la femme de quarante ans qui demande cette nouvelle



approche de la vie. Entre elles s'est tissé un lien des plus serrés, que l'espoir, un instant, vient illuminer : Kata renoncera à Joska pour adopter un enfant et Anna épousera celui qu'elle aime. Mais, le jour des noces, les autres enfants abandonnés — ceux qui — comme le dit l'adolescente, sont « à jamais blessés » — laisseront les larmes de l'amertume et de l'envie couler le long de leurs joues. Et Anna repoussera doucement son mari pour rester, un instant encore avant de franchir le pas, près de ses sœurs dans la solitude.

Dépourvu de sensiblerie bon marché, le film de Marta Meszaros est un cri d'amour désespéré. Un cri qui s'adresse à toutes les femmes du monde ; à toutes celles qui ploient sous le fardeau, plus ou moins lourd de la solitude et de leur société.

L'avenir est noir, sans doute, pour aller vers l'échange et l'amour ; mais l'image de l'ouvrière qui court, son enfant dans les bras, pour attraper le car, c'est l'image merveilleuse du rêve réintégré dans le rythme barbare de la vie quotidienne.

Certes, le constat est dur ; mais le regard de la réalisatrice sur les deux femmes qu'elle met en scène, son amour pour ses personnages et la façon dont elle filme la vie dans ce qu'elle a de plus sensuel permettent d'espérer des lendemains moins sinistres. On voudrait qu'une femme, en France, réussisse à filmer avec cette maîtrise les petits riens de tous les jours qui font les malheurs des hommes.

Fabian GASTELLIER ■

## le théâtre éclaté en exil

Le « Théâtre Eclaté » d'Annecy a fait une si brève apparition dans la proche banlieue parisienne que le très bon spectacle qu'il propose à partir du *Nid* de Kroetz ne sera même pas vu par ceux des amateurs de théâtre parisiens qui se sont intéressés à son travail antérieur (*la Farce de Burgos*, *Jour de la dominante* de René Escudié, *Soldats* de Carlos Reyes).

Il n'y aurait rien là de scandaleux si le « Théâtre Eclaté » d'Annecy pouvait travailler, et bien travailler, sur ses propres terres. Il se trouve qu'il ne le peut pas. Comment en effet travailler à Annecy quand une municipalité hostile, non seulement ne vous soutient pas financièrement, mais refuse de prêter tout lieu de jeu si bien qu'il faut louer jusqu'aux salles de répétition ? Quand les subventions d'Etat (aide aux jeunes compagnies) arrivent si tard dans l'année qu'il faut, pour les attendre, multiplier les frais bancaires. Quand, faute de subsides réguliers, l'excellente troupe de base groupée autour d'Alain Françon se disperse. Tandis que Paris, sur qui on pensait pouvoir compter pour signaler, au moins par le canal de la grande presse, la qualité réelle du spectacle, assiste à peine et ne soutient pas. Et

pourtant, ce spectacle passé comme à la sauvette est un spectacle important dans l'histoire du théâtre actuel, celui qu'on nomme aujourd'hui le théâtre du quotidien. Important aussi, immédiatement, par la réflexion qui naît des tout petits faits de la vie. Un chauffeur de poids lourds, dupé par son patron, déverse des bidons de produits toxiques dans le petit lac où sa femme et lui ont coutume de se baigner ; son enfant risque d'en mourir : fait divers. Théâtralement, ce pourrait être un drame. Pris en charge par Kroetz et par ses interprètes (Véronique Alain et Dominique Guihard), c'est un spectacle qui fait voir. Et qu'il faut voir : à Genève sûrement, du 2 au 5 juin, peut-être à Reims et à Chambéry aussi.

Dominique NORES ■

nous c'est les vacances, les vôtres!  
nous proposons  
nous construisons  
avec vous  
vos vacances!

D.C.L.  
Découverte Culture et Loisirs  
13, rue du Vert-Bois, 75003  
tél. : 278.64.01.

## points de vue

Que se passe-t-il ? On ne reconnaît plus sa télé ! Ça fuse, ça éclate, ça s'embrase de tous les côtés, sur toutes les chaînes à la fois : on ne sait plus où donner de la tête, où tourner de l'œil. On n'a pas arrêté de la semaine.

Jeudi 21 sur Antenne 2 : Woody Allen dans *Prends l'oseille et tire-toi !* Au début du siècle, il y avait Charlot (et quelques autres...) pour décrire et détourner le quotidien par le rire. Aujourd'hui, il y a le tendre Woody. A partir du plus petit de ses films, on peut engranger pour les mauvais jours quelques gags, quelques séquences, quelques répliques qui consolent de bien des misères... (Par exemple : le psychiatre : « trouvez-vous que l'amour, c'est sale ? » Lui : « Oh oui !... surtout quand c'est bien fait ! »).

### dissiper un malentendu...

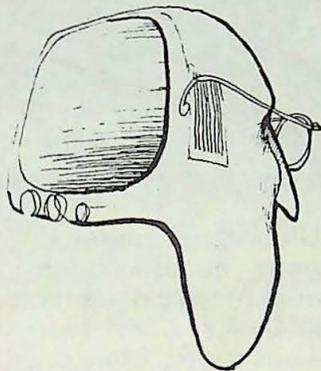
Le lendemain vendredi, on s'incruste sur A2 : *Apostrophes* est consacré à Mai 68. Le « préfet des barricades », Maurice Grimaud est là, direct, attentif, forçant la sympathie... En duplex, de Genève, rond et pétillant, le petit gros qui fit trembler la France : Daniel Cohn-Bendit (toujours interdit de séjour)... Que dire de plus ? Ce fut courtois, indulgent : on semblait dissiper un malentendu passer... Grimaud, décidément conciliant, conviendra volontiers que son job à l'époque n'était pas de « remettre de l'ordre » mais de « défendre un ordre »... Désarmant ! Si Mai 68 n'est pas mort, s'il rampe ou survit quelque part, ça ne semblait pas être en tout cas du côté des plateaux de Pivot.

Pour finir la soirée en beauté, on a regardé *Les portes du Diable*, d'Anthony Mann, au ciné-club. Un film qui constitue, autour des années 50, une charnière dans la production du western. Il fit mal à la conscience américaine, à un endroit où ça la chatouille : à ses Indiens. A quand un film français de ce genre, au scénario bien musclé, au discours bien clair sur la guerre d'Algérie, sur les harkis ?

### pantois puis jubilant

Le samedi 23, on a bien tassé ses coussins au fond du fauteuil : on s'attendait à du bon, on a été gâté. Sur TF1, *Numéro un* : Guy Bedos. Il nous a bien fait plaisir parce que, non seulement il sent, il pense, il dit juste (ce qu'on savait déjà), mais il prouve qu'il n'a pas fini de vider son sac : il avance, il invente, il réagit à tout ce qui est important... Il est « branché » : la censure doucereuse (ou l'autocensure) à la télé, le nationalisme, la réforme scolaire, la déprime du haut fonctionnaire, le nucléaire... Reiser et Wolinski sur scène. Et puis, Bedos, il se met à fréquenter du beau monde,

du monde à nous : Zouc, les trois Jeanne, Anne Sylvestre, Julos Beau-carne...



Le temps d'appuyer sur le bouton, on se retrouvait sur la 2 pour une rediffusion Yves Montand chante Prévert, de Jean-Christophe Averty. On peut aimer l'un ou l'autre, ou les trois à la fois... On ne pouvait que rester pantois, puis jubilant, devant ce qui doit s'appeler un chef d'œuvre : poème, image, rythme, musique, silhouette, mouvement... Les éléments s'enchaînent, se prolongent, se fondent pour former cet univers de l'instant, clos et mobile, insaisissable et parfait, où s'harmonisent toutes les composantes, où se résolvent les contradictions...

On a peut-être mieux compris, du coup, ce que le vociférant Averty voulait dire en parlant l'autre semaine de « création électronique » ; en en réclamant, dans le langage terroriste qu'il affectionne, le retour sur le petit écran.

Ce n'est pas fini : le dimanche soir, le feuilleton de Bergman (A2) : *Scènes de la vie conjugale*, mérite d'être suivi — pas tout à fait le même tabac que *La famille Fargeot* ou autre *Petit Favre*... La série documentaire « réalité-fiction » suscite bien des réflexions sur les fonctions et les limites de l'audio-visuel... Cette autre série qui commence, consacrée à notre « Justice », semble devoir tenir ses promesses (le lundi, A2).

Puis encore : Biotteau, Malraux, Jules César, Brando... N'en jetons plus ! Y'a pas que la télé dans la vie ! Cette semaine, on a failli penser : dommage...

René LANARCHE ■

## les mots croisés de TS

### Horizontalement

I. Encore un collectiviste ! II. Le ramage + le plumage ; une masse pas facile à dégeler. III. Travestir ; dans la hotte ! IV. Cabane à Lapon ; fume en Italie. V. En train (sigle) ; mieux vaut une veste que sa tunique ! VI. Tête couronnée. VII. Cachés ; n'a pas qu'un grain. VIII. Un archipel ; refuge pour rentiers. IX. Ses « ex » sont souvent maintenant dans les eaux du pouvoir (signe) ; temps. X. Lettres de nonce ; infligés.

### errata

Le problème n° 22 des mots croisés était infaisable... pour la bonne raison que si TS a bien publié les définitions de ce problème, c'était avec la grille du n° 21 ! Cette semaine donc, nous republions les définitions, avec la grille correspondante. De plus une légère erreur s'est glissée dans la solution du problème 21 (le 2 vertical était bien sûr CLAPET et non CCAPET !). Nous prions nos lecteurs cruciverbistes d'excuser ces erreurs ! ■

### Problème n° 22

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I										
II										
III										
IV										
V										
VI										
VII										
VIII										
IX										
X										

### Verticalement

1. Même si on avait perdu la tête, fallait payer ! 2. Coups de foudre ; se donne. 3. Parfois diplomatiques. 4. Tourne à gauche dans l'ouest ; c'est le printemps ? 5. Syndiqués outre-Manche. 6. Elle est là ! ; particule retournée ; on peut en faire tout un plat. 7. Beurrés ; salée. 8. Possessif ; petit père abusif ; direction. 9. Le « machin » de De Gaulle ; jeu. 10. Capitaliseras, en quelque sorte.

### Sélection radio-TV

**Samedi 30 avril à 22 h 10 sur Antenne 2 :** *Dominique Sanda* par Louis Malle ou *Le rêve éveillé*. Création, portrait intime à travers lequel la vedette se dévoile peu à peu.

**Dimanche 1<sup>er</sup> mai à 20 h 30 sur TF1 :** film, *Salut l'artiste* d'Yves Robert. Distrayant.

**A 20 h 30 sur FR3,** *l'Homme en question* : Philippe Bouvard.

**A 22 h 25 sur TF1 :** *Le lac des cygnes* avec le ballet du théâtre du Bolchoï.

**A 22 h 30 sur FR3 :** cinéma de minuit, *Passage to Marseille* de Michael Curtiz avec Humphrey Bogart et Michèle Morgan.

**Lundi 2 mai**

**A 20 h 30 sur TF1 :** film *l'Obsédé* de William Wyler ; de collectionneur de papillons à collectionneur de femmes.

**A 22 h 25 sur TF1 :** Psychologie d'aujourd'hui : *La réussite sociale*. Que se passe-t-il à l'intérieur d'un certain nombre de groupes sociaux dans le domaine de la promotion qui monte et qui descend l'échelle sociale.

**A 22 h 50 sur Antenne 2,** l'huile sur le feu, *La presse* : René Andrieu opposé à Philippe Tesson.

**Mardi 3 mai à 15 h 40 sur TF1 :** *Les Femmes qui font du cinéma*.

**A 17 h 15 sur TF1 :** un cinéma féminin ou cinéma féministe ?

**A 20 h sur France-Culture :** *Poids de l'histoire et révolution culturelle*. Dialogues, Pierre Chauu et Leroi-Ladurie.

**A 20 h 30 sur Antenne 2 :** film, *Un neveu silencieux*, prélude à un débat au Dossiers de l'écran sur l'enfance inadap-tée.

**Mercredi 4 mai à 14 h 30 sur Antenne 2 :** *Peut-on rire du pouvoir ?* L'humour et la politique sont-ils compatibles ?

**A 20 h 30 sur TF1 :** *La Maison des autres*, un film en deux époques de Jean-Pierre Marchand d'après le roman de Bernard Clavel.

Première époque : *La Plonge*, à travers la vie quotidienne d'un jeune apprenti, la peinture d'une petite ville de province, la découverte du monde de la cruauté comme celui des amitiés et les débuts des premières luttes ouvrières dans une province éloignée de la capitale.

**Jeudi 5 mai à 20 h sur France-Culture :** *Tabula Rasa*. Pièce théâtrale qui est une dénonciation sans fard ni ménagement de l'embourgeoisement du prolétaire.

**A 21 h 22 sur TF1 :** premier épisode des Mémoires télévisées de Richard Nixon.

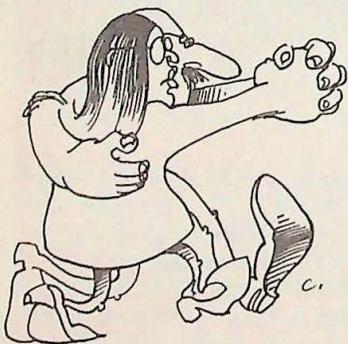
**Vendredi 6 mai à 22 h 52 sur Antenne 2 :** Ciné-club : *Que viva Mexico* de S.M. Eisenstein, montage de Marie Seton. ■



### chansons



### bals

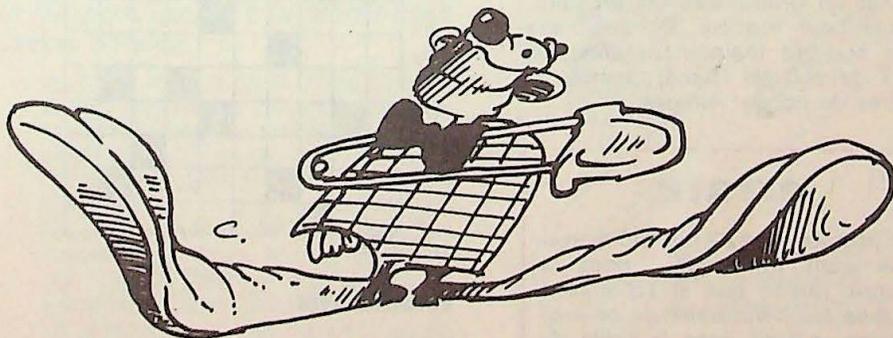


- Djamel Allam
- Carlos Andreou
- Dick Annegarn
- Aquarium ● Assum
- Berejou
- Carmagnolle
- Crescendo
- Moelleux ● Pierre
- Dieghi ● Mime Duval
- Evan Chandlee
- Quartet ● Imago
- Le clown Kergrist
- Yvan Labejof
- Little Bob Story
- Mama Bea
- Manduka ● Albert
- Marcœur ● Les
- Maringoins ● Claude
- Nougaro ● Nous
- chantons ne vous
- déplaise ● The

## la fête du PSU, cette hantise

Vous avez déjà vu un militant du PSU content, heureux, fier de son parti ? Jamais ! Sont bougons quoique bons vivants, critiques bien qu'ouverts, insatisfaits et exigeants tout en étant parfaitement cool et tolérants. C'est leur force, leur santé. Sont pas méchants, vous savez. Mais on ne peut leur appliquer cette expression : « On n'est jamais si bien servi que par soi-même ». Par exemple, si vous leur demandez ce qu'ils pensent de la fête du PSU, ils vous diront : notre baignade ; on voit rien ; c'est toujours les mêmes qui triment... C'est tout juste s'ils accepteront de vous vendre un billet (20 F pour les deux jours) en prétextant qu'ils sont pas des commerçants. C'est pourquoi je préfère laisser la parole à un pas du PSU pour vous parler de la fête du PSU (les 4 et 5 juin à la Courneuve) : « Seule la fête du PSU continue de connaître un succès croissant. Peut-être le succès de sa réussite vient-il de sa grande tolérance, de son non-dogmatisme. [...] Je me contenterai de constater que c'est le seul endroit où j'ai ressenti comme une impression de liberté. Liberté de pouvoir agir, de se mettre nu, de jouer sa propre musique, de choisir son spectacle, de rencontrer des gens... ». Ainsi s'exprime Antoine Gaudemar — journaliste —, dans *Autrement*, « La fête cette hantise ».

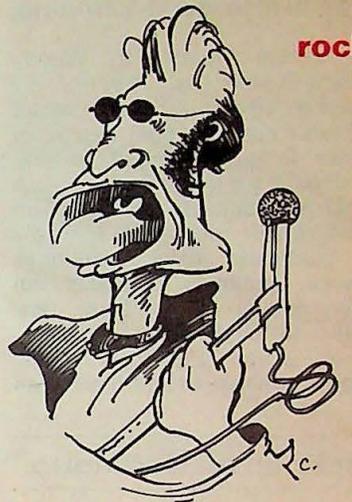
Michel Martin ■



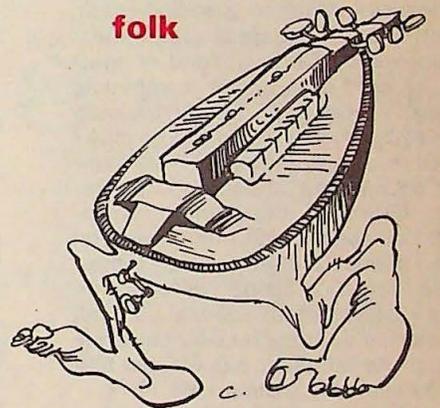
### DEBATS ET FORUMS

- l'Etat ● les nationalisations ● l'information :
- des radios locales aux monopoles d'Etat
- stratégie des luttes ● écologie et lutte des
- classes ● les libertés et le droit des minorités

### rock



### folk



- Parkings ● Pieds
- jointes ● Quarteto
- Cedron ● Ritacalfoul
- Michel Ripoché
- Rufus ● Martin
- Saint Pierre ● Roger
- Siffer ● Cecil Taylor
- Téléphone ● Jean-
- Marc Thibault
- Pierre Vassiliu
- Workshop de Lyon
- X Tet d'Annecy
- Théâtre du Levant
- Théâtre
- Universitaire de
- Rouen ● Troupe Z
- Théâtre à bretelles
- jongleurs-bateleurs
- musique
- contemporaine
- bals.